Vendredi

5 mai 1995 n° 248 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

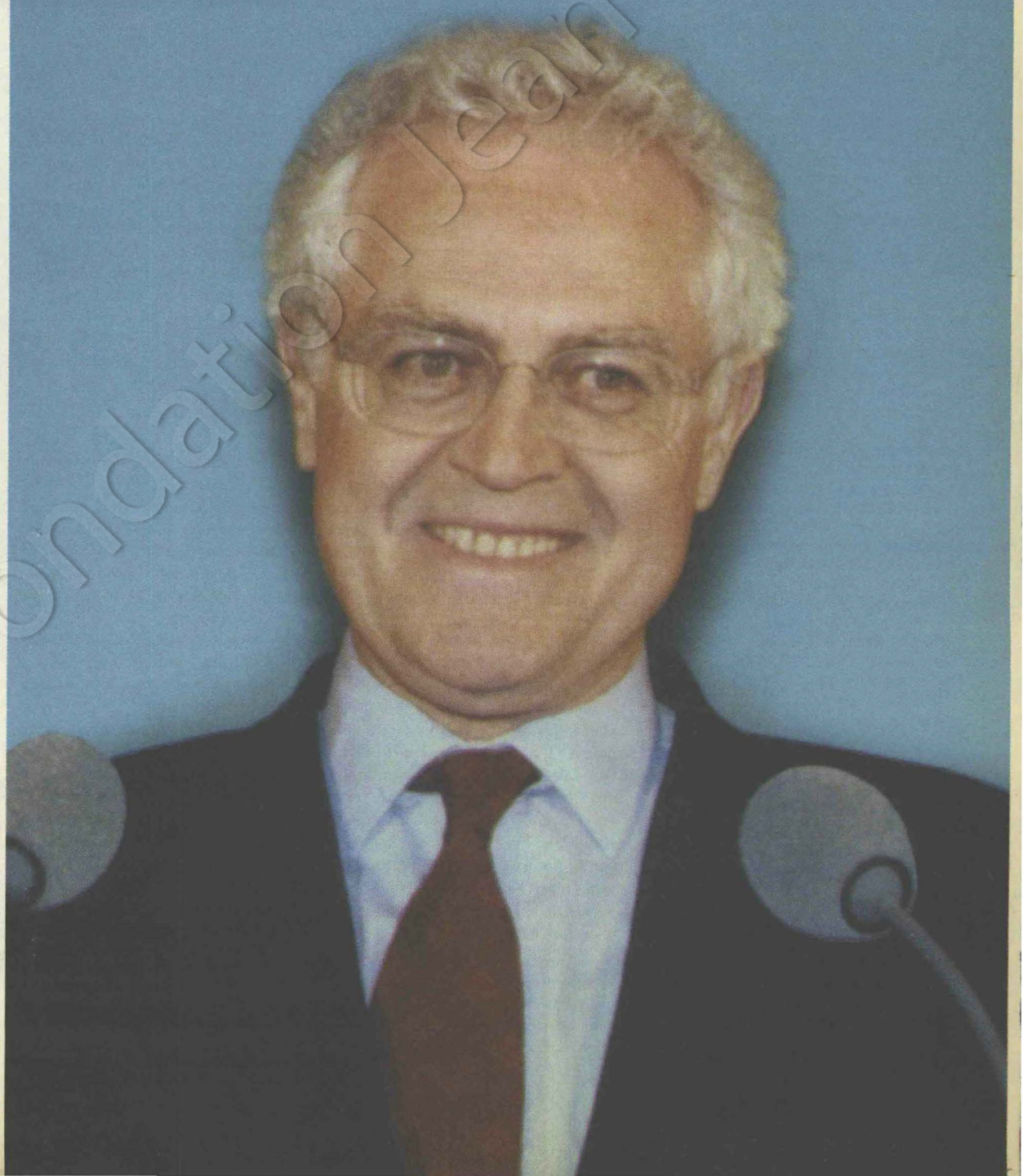
# GAGNER

Le jeu, si ce n'est le chemin,
de l'élection présidentielle, est ouvert
devant la gauche et chaque jour
qui passe l'ouvre davantage
tant il est évident que la droite
n'a aucun projet à offrir au pays.
Puisque Lionel Jospin et les socialistes
sont la première force politique
de France, ensemble,
nous pouvons faire en sorte que le camp
du progrès sorte vainqueur
de ce combat électoral contre
les conservateurs de toutes obédiences.
Ensemble, nous pouvons gagner
avec Lionel Jospin, le seul candidat
crédible, le seul candidat solide
de ce second tour, car
nous sommes forts de notre espérance,
forts de notre expérience,
forts de nos erreurs aussi
pour ne pas les renouveler,
forts de nos découvertes
pour les faire partager
et forts de nos déconvenues
pour ne pas les rééditer.
Forts, surtout, de notre unité
et de notre volonté d'aller vers plus
de liberté, plus d'égalité,
plus de fraternité,
comme nous l'avons fait entre 1981
et 1986, entre 1988 et 1993.
Contrairement à la chanson,
avec le temps, rien ne s'en va.
Ni les souvenirs ni le sentiment
du travail accompli, pas plus
que les convictions et les engagements.
Oh, bien sûr l'œuvre
de nos dix années de gouvernement,
comme toute œuvre humaine,
est imparfaite. Elle reste inachevée.
Elle est toujours à refaire, à reprendre
et à prolonger pour l'adapter
aux temps et aux besoins nouveaux.
Il faut en défendre les acquis
contre le conservatisme sournois
qui les a grignotés pendant quatre ans
avec Jacques Chirac et Édouard Balladur,
contre le conservatisme affiché
qui aujourd'hui veut avoir
tous les pouvoirs pour aller plus loin
lui aussi, mais plus loin en arrière,
pour entrer à reculons
dans le XXIe siècle et nous ramener
avant 1981, avant 1945, avant 1936.
Mais, face à cette entreprise
réactionnaire au sens littéral,
nous n'avons pas à rougir
de ce que nous avons fait
avec François Mitterrand. Lionel Jospin
est à la fois l'héritier d'une tradition
et cet homme nouveau que,
dans une semaine, les Français
préféreront à un Jacques Chirac qui,
ne sachant rien faire d'autre
que bouger pour exister, promène,
depuis 1967, sa silhouette erratique
dans le paysage politique français.
Ne donnons pas le pouvoir
à une étoile filante. Donnons-le
au Président du vrai changement.
Donnons-le à Lionel Jospin.

Jean Emmanuelli

ISSN 0995-0583

# PRÉSIDENT !



Fondation Jean-Jaurès

# IL FAUT COMBATTRE L'IDÉO

## Le billet de Vendredi

**Mardi soir, sur la mire de notre télévision, le grand oral des finalistes de la campagne présidentielle a révélé une cruelle mais flagrante vérité. Le duel opposait certes deux hommes politiques d'expérience qui ont chacun parcouru le pays tout entier. Mais ce face-à-face tant attendu confrontait aussi, en couleurs ou en noir et blanc, deux âges, deux temps, le passé et l'avenir. Face au déclin d'un empire RPR ébranlé par l'échec du gouvernement Balladur, les guérillas fratricides que ne résoud en rien le traité de paix de Bagatelle, le socialisme renaissant, plébiscité le 23 avril par les électeurs, a marqué sa différence. Mais il faut préciser, n'en déplaise aux médias, que Lionel Jospin n'en était pas à son premier grand débat. Son baptême du feu, le candidat socialiste l'a passé avec brio il y a déjà dix ans face à un Georges Marchais au sommet de sa gloire. La dynamique engagée depuis le score de Lionel Jospin au premier tour, cette armure fendue sur les routes de France, les leçons retenues pour construire la France progressiste de demain ont démasqué l'immobilisme chiraquien, la mythologie réformatrice du maire de Paris. Mardi soir, le Chirac façonné par trente ans de conservatisme s'est statufié. En paroles et en images, la France a compris. Dimanche soir, les choses, enfin, rentreront dans l'ordre. Après le sommeil balladurien, la mystification chiraquienne, une nouvelle vie commencera.**

**Ve**

**A Paris, le 1er mai, un jeune Marocain agressé par des skinheads est mort noyé après le passage du défilé organisé par le Front national. Ce crime appelle sanctions et riposte.**




Un «incident» ?

Il s'appelait Brahim Bouarram. Il était marocain et avait 29 ans.

Il avait, sans doute, voulu profiter de ce 1er mai férié et de ce temps printanier pour aller flâner sur les quais de la Seine. Il ne savait sans doute pas que devait passer par là, à la même heure, le cortège du Front national, manifestation véhiculant ses valeurs de haine, d'exclusion, de xénophobie, manifestation truffée de militants d'extrême droite et de ces nervis à l'uniforme bien connu : crâne rasé, blouson noir, pantalon de treillis et «rangers» aux pieds. Il paraît qu'on les appelle des *skinheads*. Mais j'ai bien peur que ce ne soit que pour se rassurer qu'on emploie ce mot-là : comme si ce n'était qu'un épiphénomène venu d'ailleurs...

Trois de ces sinistres personnages se sont donc distraits un moment de la manifestation pour aller sévir sur la berge de la Seine et opérer ce qu'il faut bien appeler par son nom : une ratonnade.

Brahim Bouarram a payé de sa vie cette ignoble expédition qui provoque stupeur, indignation et honte. Aussitôt, l'ineffable Le Pen, interrogé par des journalistes, refuse de condamner ce qu'il qualifie d'«incident». Dans la bouche de celui qui qualifiait les camps de concentration de «détail» de l'Histoire, le mot «incident» fait froid dans le dos. La mort d'un homme, un "incident" ? Un assassinat, un "incident" ? Chacun doit, tout au contraire, dénoncer cette suite tragique d'une longue durée : en quelques semaines de campagne électorale, de haine attisée, c'est un jeune Français d'origine comorienne tué d'une balle dans le dos à Marseille par des colleurs d'affiche du Front national, des lycéens d'Auch sauvagement agressés par des militants du même parti, gendre de Le Pen en tête, une jeune femme algérienne enceinte, de Courbevoie, brutalisée par des militants au domicile desquels on retrouvait une panoplie de néo-nazis, des armes à feu et... des cartes du Front national !

**Ce sang versé le jour de la fête des travailleurs sonne comme un rappel à l'ordre pour notre société et notre démocratie**

Vous avez dit "incident" ?

Alors, bien sûr, il faut en appeler, par des communiqués ou des déclarations publiques et solennelles, à «la vigilance devant toutes les formes d'intolérance», réclamer «les sanctions les plus sévères pour les auteurs de ce crime odieux» et appeler à «manifester pour le refus de la montée de la haine». Bien sûr.

Mais il faut aussi mesurer que ce sang versé le jour de la fête des travailleurs, sonne comme un rappel à l'ordre pour notre société et notre démocratie.

Et savoir encore, toujours, toujours plus, dénoncer et combattre. Y compris dans une campagne électorale quand il




## Pen perdu

Votes protestataires, retour en force du nationalisme, troisième tour social, le RLB, parti du Ras-Le-Bol est devenu, depuis le premier acte de la campagne présidentielle, une formation politique avec laquelle il faut compter. La psychanalyse de l'électorat des extrêmes et de la protestation casse la tête des états-majors politiques qualifiés pour la finale du 7 mai. Qui sont ces gens ? Des mécontents ou des militants ? D'où viennent-ils ? Des villes ou des campagnes ? Faut-il aller les chercher ? Ou les laisser venir ? Sortiront-ils sains et saufs du trafic d'influence des sondages ? Il faut l'avouer, la tâche est encore plus délicate pour les 15% d'électeurs qui ont voté Front national le 23 avril dernier. Comment s'y prendre pour manger toute la pêche en évitant de se casser les dents sur le noyau dur ? Face à la menace populo-nationaliste, les intellectuels parisianistes, légitimement indignés, sonnent l'alarme et livrent aux flammes, sur le bûcher de la Pucelle, les électeurs païens : il n'y a pas, reprennent-ils tous en chœur, de bons électeurs lepénistes. Que faire alors ? Traiter le mal par le mal et exclure 15% de l'électorat hors des frontières démocratiques ? Non. Evidemment non. Le vote extrémiste est un vote ambigu, au goût de Beurs sans sel, arrosé d'un verre de Vichy, un vote trop blanc qui va du bras d'honneur adressé à ceux qui l'ont perdu au crime contre nature avec préméditation. Le vote lepéniste a progressé lors de ce premier tour. Feindre de l'ignorer rendrait la compétition républicaine plus périlleuse encore. Loyalement, sans faux départ ni croche-pied, solidaire sur la piste du changement, il faut tendre une main propre et ravir la médaille au Front. Zappons sur les purs et durs et laissons-les, sans plus de provocations, «à côté» de la vie. Rassemblons ce grand troupeau égaré, cet électeur malgré lui qui ne veut pas porter le deuil d'une veuve marocaine. La récente inflation lepéniste nous a clairement affiché le prix du désespoir. A nous de ne pas en faire les frais.

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 47 05 15 78- Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean Glavany • DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA PUBLICATION : Marc-Antoine Jamet - RESPONSABLE DE LA RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) - PHOTO : Pascal Lebrun (78.53) - MAQUETTE : Christine Lovinger (78.92) - PUBLICITÉ : Franck Accart (79 03) - J.J. Gastebois (78-09)- SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61), Binh Vu Trong (78.53) - ABONNEMENTS : Sabine Sebah (78-57) - PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris - IMPRESSION : PGE - (94) Saint-Mandé – ROUTAGE : Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000 - CRÉDIT PHOTO : P. LEBRUN. P.6 Sintesi/Sipapress - Ce numéro a été tiré à 116 000 exemplaires.

# LOGIE DE HAINE

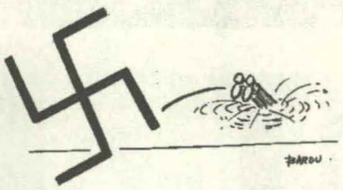
s'agit de désigner le futur président de la République. Parce que, pour ce combat-là, le choix ne sera pas neutre non plus. Oh, on n'accusera pas Jacques Chirac, ici, de la moindre compromission avec le Front national et sa réaction de dimanche a été, de ce point de vue, sans faille.

### Ni passerelle ni compromission

Seulement voilà : le combat de tous les instants contre le racisme et la xénophobie n'a pas toujours été livré, ces dernières années, avec la même volonté. Qui dénonçait, il y a quelques années, le «parti de l'étranger» ? Qui parlait des «odeurs» dans les cages d'escaliers des HLM ? Qui acceptait que Pasqua affiche, publiquement, il n'y a pas si longtemps, les «valeurs communes» partagées avec le Front national ? Qui accueille à bras ouvert dans ses meetings du second tour un Philippe de Villiers qui fait campagne depuis des mois pour la fermeture des frontières, pour la priorité à la lutte contre l'immigration, ce vicomte vendéen qui chassait sur les mêmes terres électorales que Le Pen ?

Est-il abusif de dire et d'expliquer que la droite est un axe et que sur cet axe, depuis les républicains et les modérés respectables jusqu'aux extrêmes condamnables, il y a des degrés, il y a des passerelles ? Messieurs Pasqua et de Villiers, n'avez-vous pas contribué depuis des années à faire de l'immigré le bouc émissaire facile, la cause unique de tous les maux de notre société ? Etes-vous sûrs de n'avoir ouvert la porte à aucun abus ?

Pour la gauche, pour les socialistes, pour les démocrates et les républicains, il ne peut y avoir de complaisance, de tolérance à l'égard de l'intolérance ; il ne saurait y avoir ni passerelle ni compromission.




Il faut combattre l'idéologie de haine ! En sachant bien le poids qui pèse sur nos épaules, en mesurant notre responsabilité. On nous croit faibles, on spécule sur notre faiblesse sous prétexte qu'«en Allemagne, il y a 65 ans, ce sont les sociaux-démocrates qui ont amené Hitler au pouvoir»... Cela se disait dimanche dernier dans les rangs de la manifestation du Front national.

Mais nous avons tiré les leçons de l'Histoire.

Montrons-le. Soyons fermes.

Construisons une gauche forte.

**Jean Glavany**

## CQFD — Les enfants du «paradis» capitaliste

Iqbal Masih était pakistanais. A quatre ans, pour seize dollars, son père le vendit à un fabricant de tapis. Alors Iqbal apprit vite ce qu'était le "monde du travail". Trois heures par jour pour commencer, puis ensuite pendant six, neuf, douze heures, il bossa le petit homme. Pour une couverture et tout juste de quoi se nourrir. Sept hivers passèrent jusqu'à ce qu'un adulte le tire de là. Iqbal devint un symbole. On le promena à travers le monde, il témoigna, des dizaines de fabriques durent fermer dans son pays. Benazir Bhutto promit, en mars dernier, de s'attaquer à l'esclavage des gosses au Pakistan.

Mais Iqbal n'en verra jamais les résultats. On l'a assassiné, à Lahore, il y a trois semaines. Il avait douze ans...

Près de Naïrobi, chaque matin, des milliers d'enfants quittent les bidonvilles de Mathare ou Majengo pour se répandre dans la capitale kenyanne. Là, ils se font vendeurs, domestiques, chiffonniers ou prostitués. Leur âge ? Douze, treize ans. Beaucoup de ces gosses ont fui les campagnes où on les "employait" dans les plantations de café ou de thé pour des «salaires» de misère. Ce n'est pas qu'à Naïrobi ils soient mieux payés, notez bien, mais là au moins, certains ont parfois la chance de «tomber» sur une ONG. «Ce qui leur évite de renifler de la colle pour ne plus penser à la faim qui leur tord le ventre», explique un responsable de l'une de ces organisations.

Les chiffres sont effrayants : du ramassage des ordures à la prostitution, l'Unicef annonçait cent millions de ces gamins qui "travaillent" de force dans le monde en 1989. Ce chiffre est de loin dépassé aujourd'hui. Et pas seulement en Asie, en Afrique, ou en Amérique latine, mais aussi aux Etats-Unis, au Canada, en Europe du Nord comme dans celle du Sud et de l'Est. Ou encore en France même, dans des ateliers clandestins, le monde de la mode ou de la publicité (1).

Voilà, entre autres, l'une des plus odieuses "réussites" du capitalisme triomphant sur notre terre !

**Patrick Lemoine**

(1) cf. Documentation du Centre international de l'enfance, Château de Longchamp 75016 Paris. Tél. 44 30 20 56.

# Futur, calme et modernité

*Devant leur poste, quelques millions d'électeurs s'interrogeaient. Quel clone thatchérien ou reaganien Lionel Jospin allait-il trouver ? Le Chirac nouveau serait-il arrivé ? Allait-on voir une autre facette de ce jongleur d'idées creuses et de monnaies fortes, de ce magicien de l'illusion jamais en peine d'enfourcher une nouvelle haridelle si, d'aventure, elle pouvait le conduire quelques mètres plus loin, quelques minutes de plus, dans cette longue, très longue carrière politique, entamée voici près de trente ans aux côtés d'un Pompidou vieillissant. Et bien non ! Caméléon Bonaparte avait trouvé son maître. Non pas son maître à penser, n'en demandons pas trop, ni même celui qui lui ferait plier la nuque pour que son front touche la poussière, réservons ce rôle aux électeurs qui, dimanche, ne voudront pas d'une France dirigée par un homme qui change plus vite que son ombre, mais tout bonnement son maître ès débats en la personne de notre candidat.*

*Nerveux et ricanant, le maire de Paris, sacré meilleur danseur de tango -un pas en avant, deux pas en arrière- de la politique française, celui qui avait esquivé le moindre débat de peur d'y paraître trop sûrement à son désavantage, se trouvait enfin au pied du mur de la vérité. Il y trouva Lionel Jospin, sa sérénité, sa sincérité, sa modernité. Il y trouva un homme d'État, celui du vrai changement. Il y trouva le candidat des socialistes et la renaissance du clivage gauche/droite. Il y trouva une pédagogie de l'action, une méthode pour gouverner, une conviction et des idées. Celles de la gauche, celles du progrès. Dès lors le roitelet de Corrèze était nu. Préférant se cacher derrière elle, il s'appliqua, derechef et avec beaucoup d'ardeur, à ressembler à sa caricature de Canal Plus. Un unique credo -pas de polémiques- et un discours aseptisé lui servirent de guide pendant quelque deux heures de temps.*

*Sa politique dévastatrice à Paris, le plafond de son compte de campagne pulvérisé, ses échecs de 1974 et de 1986, son soutien touchant, pendant deux ans, à son fidèle ami Édouard Balladur dont il vota tous les textes, son acceptation de l'aggravation de la loi Falloux,du CIP, de l'interdiction faite aux étudiants des IUT de rejoindre les facultés ?*

*Il goba tout cela avec un bon sourire de chien abandonné attaché au pied d'un arbre. «Je suis usé, je suis mauvais, mais je suis devenu gentil et calme. Adoptez-moi, ramenez-moi chez vous comme président de la République. Vous ferez une bonne action.» Les deux journalistes fébriles qui prétendaient arbitrer l'émission en frétillèrent d'émotion.*

*Heureusement, Lionel Jospin était là qui fit de la politique. Autour de la table de bois du débat, il était bien le seul. C'est le président-citoyen qui d'abord s'imposa en parlant le langage de l'apaisement et de la concorde à l'ensemble de la «communauté nationale». Il dit aussi quelle était sa différence à tous ceux que son projet, celui du mouvement et de l'espérance, ne laisserait pas sur le bord du chemin.*

*Face à Chirac, l'homme qui ne varie pas dans ses erreurs et ses faux diagnostics, il parla de l'évolution de la démocratie, du mythe républicain qu'il fallait abreuver aux sources du quinquennat, du non-cumul des mandats et d'un gouvernement resserré.*

*Face à Chirac, l'homme qui confond sidérurgie et métallurgie, il reconnut que tout n'avait pas toujours été fait pour lutter contre le chômage, mais que désormais la réduction du temps de travail, l'abaissement des charges, les quatre programmes majeurs de créations d'emploi qu'il proposait pour l'environnement, la rénovation des banlieues et le logement social, les grands travaux européens suggérés par Jacques Delors changeraient la donne.*

*Face à Chirac, l'homme qui supprima l'impôt sur la fortune, il plaida pour une fiscalité plus équilibrée conduisant, grâce à la croissance retrouvée, à une juste taxation du capital.*

*Face à Chirac, l'homme qui esquive et préfère le flou des discours absurdes aux propositions sérieuses, il décrivit la relance salariale qu'il mettrait en œuvre rapidement.*

*Face à Chirac, l'homme qui veut continuer la privatisation des fleurons de l'industrie nationale, il rappela, au nom de l'intérêt général et de l'égalité des chances, l'exigence d'un grand secteur industriel et commercial public et l'avènement indispensable de services publics européens.*

*Face à Chirac, l'homme qui veut brader la sécurité sociale aux assurances privées, il défendit les conquêtes ouvrières et les nouveaux droits que les femmes et les hommes de France devaient se voir reconnaître.*

*Face à Chirac, l'homme qui reste un obsédé de la renégociation du traité de Rome, il s'engagea pour une Europe forte mais soucieuse de ses citoyens.*

*Face à Chirac, l'homme qui fut jadis ministre de l'agriculture, il décrivit la condition des travailleurs ruraux et les améliorations qu'il y apporterait.*

*Face à Chirac, l'homme qui ne disait rien, Jospin déclara la guerre au Sida, exigea la fin des contrôles de police au faciès, promit l'arrêt des essais nucléaires et le retour de la priorité éducative. «Ce que j'ai dit, je le ferai. Ce que je ferai, je l'ai dit.»*

*«Nous sommes à une époque où les destins veulent changer de chevaux.»*

*Face à Chirac, l'homme qui n'était rien d'autre qu'un vieux cheval de retour, Lionel Jospin citant Byron venait d'invoquer le futur, le calme et la modernité.*

**Marc-Antoine Muret**



# PAR MONTS ET PA

**Une semaine avant la date, le meeting de Mont-de-Marsan avait déjà créé l'événement dans la presse nationale. Allait-il venir, ce voisin adopté par le pays landais, accueilli chaque été avec chaleur depuis plus de vingt ans ?**

Les rumeurs allaient bon train, l'espoir, chaque jour, s'amincissait, mais vendredi soir, à l'arrivée de Lionel Jospin, le peuple du Sud-Ouest voulait croire encore à cette visite de bénédiction.
Après le mot de bienvenue de Philippe Labeyrie, maire de Mont-de-Marsan, Henri Emmanuelli, premier secrétaire du Parti socialiste et député des Landes, ne fera pas durer le suspense plus longtemps en sortant de sa poche un message du président de la République. François Mitterrand souhaite saluer les militants, regrette de "ne pas être à leurs côtés" et appelle une nouvelle fois les électeurs à soutenir Lionel Jospin : "Vous leur direz les vœux que je forme avec eux pour l'élection de Lionel Jospin qui, demain, peut présider, avec les qualités personnelles et la compétence que nous lui connaissons, au destin des Français et de la République." Le peuple du Grand-Ouest a écouté la bonne parole avec recueillement et émotion. La joie succède rapidement à la nostalgie, la salle est réchauffée, rassurée par le signe écrit du voisin de Soustons et les cris d'amitié pour François Mitterrand traversent les pinèdes jusqu'aux fenêtres de Latché. Devant quelque 8 000 personnes réunies sous le chapiteau dressé pour l'occasion dans le charmant parc de Nahuques, le candidat socialiste à l'élection présidentielle remerciera d'emblée le chef de l'Etat et tranquillisera le peuple de gauche sur la teneur de leurs relations : "Nous nous téléphonons, nous nous voyons, nous nous écrivons... Alors, que chacun soit rassuré, nous sommes ensemble pour cette nouvelle étape." Il



**Le rapport de forces a changé, la gauche a gagné sur le terrain. La droite est divisée, fragilement raccommodée, la dynamique est du côté des forces de progrès.**

## *Henri Emmanuelli : "la gauche est en mouvement"*

**Que chacun réfléchisse cependant !
La réponse que nous donnerons à la question politique
la plus fondamentale parmi toutes celles que nous proposent
les institutions de la cinquième République ne doit pas se faire
sur un coup de tête, sur un raisonnement superficiel.
Le dépit amoureux, cette amertume du cœur, en politique aussi,
est rarement de bon conseil. Il faut comparer les projets,
en envisager les conséquences. Quand le pays demande
plus de solidarité et plus de justice, il ne se tourne pas vers des gens
pour qui «le monde appartient à ceux qui le possèdent déjà».
Il ne se tourne pas vers une droite qui ne mène pas seulement
un combat politique, mais rêve aussi d'une revanche sociale.**

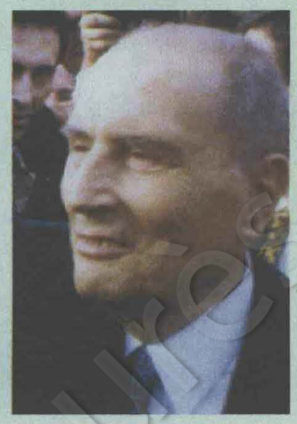
**La gauche est en mouvement. Les socialistes sont rassemblés.
Après avoir battu le Premier ministre de ce pays au premier tour,
parce que sa politique était mauvaise depuis deux ans,
nous battrons le maire de Paris au deuxième tour,
parce que sa politique est mauvaise depuis trente ans.
C'est ainsi que la victoire de Lionel Jospin le conduira le 7 mai à l'Élysée
pour y succéder à François Mitterrand.
Le président de la République de l'an 2000 sera socialiste. J'en suis sûr.**





## Message de François Mitterrand à Henri Emmanuelli, premier secrétaire du PS

**Je vous serais reconnaissant de saluer en mon nom les militants rassemblés à Mont-de-Marsan. Je regrette beaucoup de ne pas être à leurs côtés, d'autant plus qu'il s'agit de Landais auxquels je suis très attaché. Vous leur direz mon amitié, mes pensées fidèles et les vœux que je forme avec vous tous pour l'élection de Lionel Jospin qui, demain, peut présider, avec les qualités personnelles et de compétence que nous lui connaissons, au destin des Français.**



# R VAUX

s'avoue ému par l'accueil des Landes, une terre qui ne faillit pas à sa tradition de gauche. Il se sent bien dans ce deuxième département socialiste de France, deuxième par les voix accordées à Lionel Jospin, derrière le département de l'Ariège, et premier pour l'ambiance. Au classique refrain de campagne du premier tour, "changer la vie", les Landais préfèrent les bandas qui reçoivent en fanfare le candidat. Sonnez grosses caisses, tambours, clarinettes, saxophones et trompettes. Sonnez les messages de bienvenue, les mots d'encouragements, les chants d'une prochaine victoire. Lionel Jospin est à son aise, c'est un département où il compte des amis chers, de nombreux souvenirs de militant, où il reconnaît des visages qui l'ont accompagné dans de multiples combats. Le candidat présentera ensuite à un auditoire attentif sa campagne du second tour. Le rapport de forces a changé : la gauche a gagné sur le terrain, pas dans les sondages. La droite est divisée, fragilement raccommodée, la dynamique est du côté des forces de progrès, Chirac est derrière Jospin dans le vote et le restera. Le discours du candidat socialiste s'est encore affiné. Il répond en toute clarté aux questions que les Français se posent. Les perspectives d'avenir sont bien tracées, les choix sont clairs et doivent rassembler une majorité de l'électorat parce que les idées de Lionel Jospin sont majoritaires dans le pays.

Suivra le banquet républicain. Au menu, salade landaise, magret de canard et soir de fête. Répondant à l'appel des bandas, les militants, les élus de la région et les responsables parisiens du parti présents aux côtés d'Henri Emmanuelli grimperont sur les tables, non pas pour rendre un hommage posthume à Edouard Balladur mais pour rappeler que la gauche est debout, renaissante et bientôt victorieuse. Lionel Jospin regagnera Paris sur le rythme des tambours et des chants militants. Il repart confiant et heureux se reposer et se préparer pour le grand débat de mardi soir. Et la fête continue jusqu'au bout de la nuit, le couvre-feu, dans les Landes, est un sujet tabou.

**Torvik**



## *Lionel Jospin : "une dynamique humaine"*



**Avec spontanéité, avec chaleur, Lionel Jospin a remercié le président de la République et enthousiasmé un peuple landais fidèlement socialiste.**

**Il n'y a qu'une République, mais deux conceptions de la République : celle des conservateurs et celle des progressistes. Une République partagée entre les citoyens ou une République confisquée non seulement par l'Etat-RPR mais plus encore par un clan ; une République de progrès ou une République conservatrice ; une politique européenne ferme et engagée ou une politique européenne floue et contradictoire ; une France rassemblée où chacun et chacune aura sa chance ou une France divisée entre ceux qui prennent leur part du progrès et ceux qui sont voués à l'exclusion, aux bas salaires et à la précarité.**

**Je n'ai nullement l'intention de désarticuler mon discours et d'aller à la pêche de tel ou tel électorat, qu'il soit au centre ou ailleurs... Pour gagner le 7 mai, il faut se rassembler, c'est à moi de donner une traduction à des aspirations, non par récupération mais par respect de la diversité... La dynamique et la clarté sont de notre côté ; le flou est du côté de M. Chirac. On voit déjà les premiers glissements, on voit resurgir les positions de la droite classique, oublieuse de toute thématique à prétention sociale et de ce verbiage républicain dont on nous avait abreuvés avant le premier tour.**

**Les résultats sur le papier, l'addition statistique des forces conservatrices, nous allons les bousculer par une dynamique humaine, collective, politique qui s'appelle un peuple pour décider de son destin. Mes adversaires devraient se rendre compte que s'ils n'ont pas été respectés par les Français, c'est peut-être parce qu'ils ne se sont pas respectés eux-mêmes.**

© Fonds Pierre Laurent

# L'ITALIE BLOQUE LA DROITE

**Pendant que les citoyens français se rendaient aux urnes pour le premier tour de la présidentielle, plus de 40 millions d'Italiens accomplissaient le même geste pour renouveler les exécutifs régionaux (15 régions sur 22), provinciaux et certains maires de villes moyennes.**



On sait combien Silvio Berlusconi, depuis qu'il a été contraint d'abandonner le pouvoir, continue d'occuper le devant de la scène, à force de déclarations péremptoires et de politique spectacle. Il s'est servi en outre de ses propres réseaux télévisés, en pleine campagne électorale, pour vanter sans respecter l'équilibre des temps de paroles les mérites de sa propre position, ce pour quoi il vient d'être condamné par l'équivalent italien du CSA. Berlusconi et son allié Fini avaient inondé l'opinion publique de la certitude que la droite allait gagner, et les sondages confirmaient. Avec la même amplitude que leurs confrères français, les sondeurs italiens se sont royalement trompés.

Finalement, le centre-gauche remporte 9 présidences régionales contre 5 à la droite. Le PDS devient le premier parti d'Italie, avec 25,2%, et l'entente dont il est la cheville ouvrière dépasse en pourcentage de voix et en sièges le résultat obtenu par le centre-droit.

Bien sûr, dans un scrutin régional, le poids des personnalités locales ou des traditions n'est pas profondément remis en cause. La région de Naples reste aux mains de la Démocratie chrétienne traditionnelle; Bologne, Florence, Pérouse sont majoritairement PDS.

Le reclassement n'a pas corrigé la fragilité de l'édifice politique italien. En effet, deux forces restent inclassables et arbitres de la situation : Rifondazione communista, avec 8,4%, et la Ligue du Nord, 6,6%. Les communistes maintenus doivent cette remontée à l'option au centre, avec alliance aux chrétiens de gauche, prônée par le PDS et qui a déçu quelques nostalgiques supplémentaires. Quant à la Ligue, elle a bien résisté dans ses fiefs, atteignant jusqu'à 22% en Lombardie.

**La construction d'un pôle de centre-gauche, dans lequel le PDS a réussi à jouer un rôle de guide sans domination, a prouvé qu'il répondait à une aspiration vaste.**

Les conséquences d'un tel résultat dépassent largement le scrutin lui-même :

- D'abord, si Berlusconi avait pu prouver qu'il possédait la majorité dans le pays, il aurait exigé la dissolution des Chambres et des élections législatives pour le mois de juin, c'est-à-dire avant que le gouvernement Dini n'ait pu accomplir le programme restreint qu'il s'est fixé et qui gêne Berlusconi.
- Ensuite, l'apport de l'extrême droite, des ex-fascistes du MSI devenu Alliance nationale, s'est vu stoppé et reste essentiellement concentré dans le sud et la région romaine. En fait, AN a hérité partiellement de la DC traditionnelle; il s'agit d'un déplacement de clientèle, celle qui depuis des siècles vit en vassale des forces politiques dominantes.
- Enfin, la construction d'un pôle de centre-gauche, dans lequel le PDS a réussi à jouer un rôle de guide sans domination, a prouvé qu'il répondait à une aspiration vaste, partagée par les autres mouvements d'obédience socialiste et chrétienne, où les vieux fantômes d'un communisme rampant sont enfin surpassés.

### L'échec des sondeurs

Il faut revenir sur l'échec des sondeurs : en France comme en Italie, nos savants statisticiens n'ont pas perçu et n'ont pas intégré une grande réticence d'un bon quart de l'électorat à choisir pour l'une ou l'autre solution qui ne les séduit pas. Cette réserve de citoyens déçus ne dévoile pas ses intentions et vote impulsivement au dernier moment, sans qu'il soit possible d'en anticiper le sens. Il est bon qu'en Europe le phénomène soit commun à des électorats aussi divers. Il est heureux aussi que Strasbourg et Bruxelles restent à l'abri des forces populistes et démagogiques. Dans l'intrication des affaires européennes, cela pourrait avoir des conséquences désastreuses pour chacun.

**Gérard Descotils**

LE PROBLÈME KURDE

## L'inaccessible rêve d'un "État national"

**Le 26 avril 1995, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe recommande la suspension de la Turquie de cette organisation si aucun progrès n'est constaté à Ankara en matière de démocratie et de respect des droits de l'homme et quant à «la recherche d'une solution pacifique au problème kurde».**

L'intervention de l'armée turque dans le nord de l'Irak, depuis le 21 mars 1995, contre les maquisards du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est la suite logique de la politique d'Ankara, qui vise une solution exclusivement militaire du problème kurde. En affirmant «il n'existe pas un problème kurde, il existe seulement un problème de terrorisme», les autorités turques font volontairement l'amalgame entre les actions terroristes du PKK et les aspirations nationales du peuple kurde. Dans sa forme de révolte contre les dominations établies, le mouvement kurde est ancien et permanent. Il représente environ 30 millions d'âmes réparties entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. Depuis le début du XX$^{e}$ siècle, l'objectif ultime de ce mouvement est de sortir du statut de minorité et d'établir un «État kurde», irréalisable à l'heure actuelle. Conscients de cette réalité, les dirigeants kurdes ont essayé de mettre en avant des solutions intégrant le cadre des États actuels. Dans le nord de l'Irak, ils ont réussi à mettre en place, à la suite de la guerre du Golfe, une administration fédérale qui a été déclarée «zone de protection» par la résolution 688 du 5 avril 1991 du Conseil de sécurité de l'ONU. En Iran, les Kurdes revendiquent leur autonomie. Ils sont en lutte contre la République islamique et victimes d'une répression brutale du régime. Cependant, ce dernier leur reconnaît certaines spécificités ethniques et culturelles.

L'Etat turc, en revanche, fondé sur l'idéologie nationaliste de son fondateur, Mustafa Kemal, refuse jusqu'à l'existence même des minorités. La politique d'Ankara vis-à-vis de la question kurde est inspirée, à l'absurde, par cette idéologie et reste un obstacle à la reconnaissance des droits des minorités.

L'intervention au nord de l'Irak révèle également l'échec d'une solution exclusivement militaire. Depuis le déclenchement des affrontements entre le PKK et l'armée turque, il y a onze ans, le conflit n'a cessé de s'étendre. A l'heure actuelle plus de 200 000 soldats sont engagés dans cette guerre dans le sud-est anatolien. Pour les Turcs, le coût de la guerre s'élève à plus de 12 milliards de dollars par an. Mais l'anéantissement du PKK ne s'est pas produit. Face à son impuissance à éradiquer le PKK, le gouvernement turc accentue la répression contre toutes les composantes du peuple kurde : plus de 17 000 morts en dix ans, 2 000 villages détruits au cours des deux dernières années, environ 3 millions de personnes déplacées... Cette attitude a transformé le PKK, un groupuscule marxisant fondé en 1984 avec une centaine de militants, en un véritable mouvement de guérilla de 20 à 30 000 combattants. Il est devenu aujourd'hui pour la plus grande partie des Kurdes, y compris les démocrates hostiles au terrorisme, le porte-drapeau des revendications nationales kurdes en Turquie.

L'intervention dans le nord de l'Irak, désastreuse pour la diplomatie turque et sans résultat significatif sur le plan militaire, serait-elle une ultime concession du gouvernement de M$^{me}$ Tansu Ciller à l'armée ? La pression croissante de l'opinion et des gouvernements européens, le risque de voir compromis le processus d'association de la Turquie à l'Union européenne seront-ils suffisants pour que le gouvernement s'engage à des modifications constitutionnelles et cherche, enfin, une solution politique ? Cette solution favorisera la démocratisation de la Turquie et son intégration à l'Europe.

**Karim Pakzad**

RECHERCHE SCIENTIFIQUE : UNE PRIORITÉ NATIONALE

# Les chercheurs avec Lionel

Après les enseignants et les personnels de l'Education nationale, réunis le 26 mars à la Mutualité pour débattre des propositions des socialistes pour l'école, c'est au tour des chercheurs de se mobiliser en défense de la recherche française, autour de Lionel Jospin.

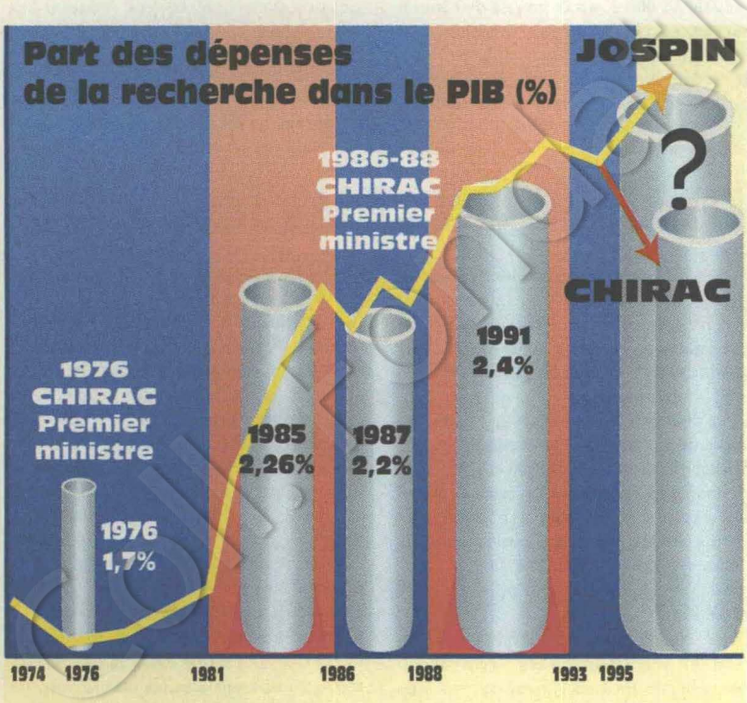
Plus de mille universitaires et chercheurs ont signé un appel à soutenir le candidat de la gauche. Les chercheurs n'oublient pas que, chaque fois que Jacques Chirac a accédé au pouvoir, les crédits de la recherche ont subi des coupes claires (voir graphique et encadré).

Jeudi 4 mai, plusieurs centaines d'entre eux ont débattu, en présence de Lionel Jospin, des réformes à conduire pour porter la recherche française aux tout premiers rangs dans le monde. Edouard Brezin (physicien, professeur de l'Institut universitaire de France), Didier Dacunha-Castelle (mathématicien, ancien président du Conseil national des programmes), Alain Gaudemer (président de l'université Paris-Sud), Françoise Héritier-Augé (anthropologue, professeur au Collège de France), Jacques Le Goff (historien, médaille d'or du CNRS), Michèle Perrot (historienne, professeur émérite à l'université de Paris 7), Claude Allègre (géochimiste, médaille d'or du CNRS, prix Grafoord -équivalent du Nobel en géochimie) ont introduit une discussion vive et passionnée.

De nombreux orateurs ont évoqué les problèmes de la recherche dans les universités. Sa place dans la cité, ses enjeux internationaux, la gestion des grands organismes (notamment du CNRS) la liberté et les devoirs des chercheurs, le devenir des jeunes docteurs, les perspectives de la recherche technologique...

Accueilli dans l'enthousiasme, Lionel Jospin a conclu les travaux par un discours très dense et très applaudi. Les principales interventions de ce colloque seront réunies en brochure et mises à la disposition des militants.

**Henri Weber**
**Secrétaire national à l'Education et à la Recherche**




**1974-1976** : Chirac est Premier ministre : la part de la recherche dans le produit intérieur brut tombe de 2,2% en 1970 à 1,7%.

**1986-1988** : Chirac est Premier ministre : dès les premiers jours, il supprime trois milliards de crédits à la recherche. CNRS, Inserm, INRA évitent de peu leur suppression. Un appel international est lancé : "Save the CNRS".

**1993-1995** : Balladur est Premier ministre : les autorisations de programme chutent de 15% dans tous les organismes. Après le gel de 40% des crédits des laboratoires publics, en 1994, deux mille scientifiques lancent "Le Manifeste" et descendent dans la rue. Jacques Chirac soutient sans réserve cette politique de régression.



## Lionel Jospin : *"Concilier la qualité et le nombre, défendre l'excellence et la diversité."*

*"J'ai parlé des liens entre recherche et université. J'ai parlé de l'évaluation, des programmes et des méthodes. J'ai parlé de l'Europe et de nos solidarités. Pour finir, je veux réaffirmer, si je suis élu, ma détermination à redonner à ces secteurs la priorité absolue qu'ils méritent à mes yeux. Et ce, pour l'avenir de la France. Le gouvernement actuel a dénoncé les contrats qui avaient été signés au nom de l'Etat. Cette attitude est inacceptable et irresponsable : il faut au contraire honorer ces contrats, et même sans doute les réévaluer à la hausse, et y inclure à nouveau les emplois.*

*Quelle est donc l'attitude du gouvernement actuel à cet égard ? Il s'acharne à réglementer, là où il faudrait discuter et expliquer. A chaque problème, qu'il s'agisse des IUT ou du rapport Laurent, il recule, ou, comme dans le cas du CNRS, il détruit, laissant les problèmes irrésolus ou aggravés. Bref, il ne gouverne pas. Dans un contexte où l'espoir s'est envolé, il n'a su que révéler l'angoisse et déclencher le refus : étrange incapacité à comprendre le monde de la jeunesse et celui de l'imagination créatrice.*

*Pour ce qui est du programme de Jacques Chirac, il n'est que pâle copie de ce que j'ai dit et écrit depuis 1988. Je pourrais peut-être m'en réjouir si je pensais qu'il a la moindre intention de l'appliquer. Mais il faut se souvenir que c'est sous son gouvernement que la recherche et l'enseignement supérieur ont été les plus maltraités, intellectuellement et budgétairement. En 1988, nous avons retrouvé un ministère de la Recherche démantelé, qu'il a fallu reconstruire. Et depuis deux ans, la politique de M. Balladur, sans cesse soutenue au Parlement par Chirac et ses amis, a consisté à abandonner tout simplement ces priorités, bref à stopper la politique que j'avais lancée, cette même politique que Chirac prétend aujourd'hui reprendre à son compte : ce n'est pas sérieux. Les conservateurs ont toujours échoué dans l'enseignement supérieur et dans la recherche. Comment croire que ceux qui ont toujours écouté de mauvais conseillers et dont le bilan au pouvoir est si sombre sauront changer ?*

*Ma spécificité est simple et peut être jugée sur pièces : je suis le seul candidat crédible dans ce domaine, le seul dont on peut être sûr qu'il prend des engagements clairs et qu'il les tiendra.*

*De nombreuses idées me tiennent à cœur en matière de recherche. Je veux d'abord faire en sorte que soit donnée au plus grand nombre possible de jeunes de notre pays la chance de pouvoir faire de la recherche. Je veux concilier l'excellence, validée par l'évaluation, et la pertinence pour l'économie et la nation.*

*Toutes les équipes d'excellence, sans exception, doivent avoir les moyens de se maintenir dans la compétition internationale. Les chercheurs doivent être libres mais ne pas oublier leur devoir de transmettre leur savoir. Enfin, et ce n'est pas le plus simple dans une société trop technocratique, je veux que les gros programmes n'étouffent pas le fonctionnement normal des laboratoires.*

*Vous savez que j'aime la recherche. Je suis entouré de nombreux chercheurs, certains de premier plan international. Un candidat vaut aussi ce que valent ceux dont il s'entoure. Il y a longtemps que je me passionne pour ces problèmes, sur lesquels j'ai écrit.*
*J'y réfléchis et j'écoute."*

DOSSIER

# LA RELANCE SOCIALE

**Par un tour de prestidigitation, la droite tente de s'approprier la notion de "changement" et de faire porter à la gauche la responsabilité de la crise, des injustices et de l'exclusion. La société française a besoin d'une redistribution. Mais c'est l'inverse qu'a fait le gouvernement de M. Balladur, soutenu par M. Chirac.**

Quand ils ont ponctionné les ménages, réduit les prestations sociales, accru les subsides aux entreprises, permis aux plus aisés d'employer quasi gratuitement du personnel de service, c'est de la redistribution à l'envers !

Auraient-ils changé de point de vue ? Dans le programme de M. Chirac, qu'il se garde de préciser, rien ne va dans le sens d'une réduction des inégalités. Même l'emballage "de gauche" de son discours a disparu, pour laisser place, au second tour, au traditionnel discours de droite visant à rassembler sur son nom tout ce que la France compte de conservateurs.

Comment est-il possible de parler de changement avec des mesures fiscales avantageuses pour les plus riches, le refus de la réduction du temps de travail, le refus d'augmenter le Smic, les aides accrues aux entreprises, les privatisations, la mise en cause du système de protection sociale ?

L'unique argument, martelé de plus en plus violemment, est celui du prétendu "échec du socialisme".

Arrivée au pouvoir dans un contexte de crise internationale, avec un programme élaboré pendant les années de croissance des "Trente Glorieuses", la gauche n'a pas pu endiguer le développement du chômage, principale cause des inégalités et des injustices qui se sont creusées. Mais quand la droite a repris le pouvoir, de 1986 à 1988 et à partir de 1993, non seulement elle n'a pas fait mieux pour l'emploi, mais elle a accru les injustices. Les socialistes ont réalisé une série de réformes et pris des mesures de justice sociale et de redistribution qui ont atténué les effets de la crise : cinquième semaine de congés payés, retraite à 60 ans, impôt sur les grandes fortunes, effort sans précédent pour l'éducation, RMI... La droite les a toutes combattues ! Que ces mesures n'aient pas été suffisantes, c'est un fait. La gauche en conclut qu'il faut aller plus loin ; la droite, qu'il faut revenir en arrière. Ce sont en effet deux conceptions différentes du changement.

Confrontée à la gestion d'un pays en crise, la gauche a assuré le redressement économique. Elle a jugulé l'inflation, modernisé l'appareil économique et rétabli les grands équilibres. Elle a pu le faire car elle a été soucieuse de préserver les intérêts des salariés. Mais, parce qu'il est plus facile d'appliquer une politique redistributive dans une phase de croissance que dans une phase de récession, elle n'a pu empêcher que se creusent les écarts entre les revenus du capital et ceux du travail.

Que la relance se confirme ou non, la question de l'heure est celle de la redistribution. Comment pourrait-on faire confiance à ceux qui veulent précisément le contraire ?

De ce point de vue, le programme de Lionel Jospin est cohérent et sans ambiguïtés, ce qui lui vaut désormais les attaques frontales de toute la droite. Il intègre les leçons de l'expérience, répond à la situation d'aujourd'hui, qui n'est plus celle de 1981 ou de 1988, et est clairement orienté vers la redistribution.




■ Redistribution en plaçant le social au cœur de l'économique. Une hausse maîtrisée des salaires appuierait la relance économique et favoriserait l'emploi. Chirac n'en veut pas, pas plus qu'il ne veut entendre parler de réduction du temps de travail.

■ Redistribution par la fiscalité : l'extension de la CSG (actuellement supportée à 87% par les salariés) aux revenus du capital fait hurler la droite. De même que la baisse des cotisations sociales sur les bas salaires compensée par une hausse de ces cotisations pour les salaires au-delà de 14 000 F, ou la hausse de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices non réinvestis.

■ Redistribution par une réaffirmation du rôle de l'Etat, qui appuierait une série de chantiers prioritaires, notamment pour le logement ; revalorisation du service public ; arrêt des privatisations. L'inverse des orientations de Chirac.

■ Redistribution appuyée par une action internationale. Puisqu'il y a des limites aux possibilités de "faire payer les riches" dans un seul pays, il faut agir au niveau international pour un nouvel ordre monétaire, pour l'instauration d'une monnaie unique européenne, pour une taxation des capitaux spéculatifs. De tout cela, on sait bien que Chirac ne veut pas.

Changer pour que rien ne change, c'est le dernier cri du conservatisme chiraquien. Et quand ce conservatisme tente de s'appuyer sur le mécontentement des victimes d'un système qu'il veut en fait sauvegarder, il est beaucoup plus dangereux encore.

**Serge Briand**

## Le développement écologique

«L'inégalité devant l'environnement est aussi inacceptable que les autres formes d'inégalité; la justice sociale aujourd'hui doit comporter aussi un objectif de justice environnementale.» Lionel Jospin a placé la «reconquête écologique» au cœur de son programme. Les écologistes (mis à part Brice Lalonde, mais est-ce encore un écologiste?) ne s'y sont pas trompés : ceux qui ne l'ont pas soutenu dès le premier tour le font clairement pour le second. La liste des mesures concrètes que Lionel Jospin s'est engagé à mettre en œuvre est impressionnante :

- arrêt des essais nucléaires ;
- regroupement au sein d'un grand ministère, doté de moyens puissants, des secteurs du développement des territoires, des transports, du logement, de l'énergie, de l'écologie et de la mer.
- écotaxe au niveau européen ;
- réalisation par voie ferrée des nouvelles traversées vers la Suisse, l'Italie et l'Espagne (y compris le tunnel du Somport) ;
- loi d'orientation sur la politique énergétique ;
- arrêt de Superphénix ;
- solutions alternatives au canal Rhin-Rhône ;
- révision du code de l'urbanisme et de l'environnement (contrôle accru des marchés publics et aggravation des sanctions).

Sur tous ces points, Lionel Jospin est en contradiction avec M. Chirac, dont le bilan, et celui du gouvernement qu'il a soutenu, est particulièrement négatif. Il a été peu question d'environnement lors du débat télévisé, mais l'une des divergences affirmées a précisément porté sur l'arrêt ou la reprise des essais nucléaires. Ce n'est pas un hasard.

# DEUX CONCEPTIONS DU M

Dimanche prochain, les Françaises et les Français auront à choisir entre deux projets non seulement pour notre pays mais pour le monde. Car ce sont deux conceptions globales qui, en effet, s'affrontent.

Deux conceptions de l'Europe : celle, frileuse, de Jacques Chirac et d'une Europe des Etats où chacun, à travers un droit de veto permanent, cultiverait d'abord son égoïsme ; et celle, dynamique, de Lionel Jospin et d'une communauté de nations gérant en commun face à l'avenir ce que chacun ne peut plus arriver à gérer seul.

Deux conceptions de l'Afrique et des relations franco-africaines : celle, traditionnelle, de Jacques Chirac qui considère encore que, pour des États sous-développés, le multipartisme est «une sorte de luxe» ; et celle, novatrice, de Lionel Jospin qui, en supprimant l'autonomie du ministère de la Coopération, veut mettre fin à un «ordre» passé dominé par des relations coloniales et familiales.

Deux conceptions des relations internationales : celle de Jacques Chirac, marquée par la diplomatie traditionnelle des alliances et des partenaires privilégiés (est-il plus proche de l'Allemagne d'Helmut Kohl ou de la Grande-Bretagne de John Major d'ailleurs ? Je ne sais pas !) ; et celle de Lionel Jospin, soucieuse avant tout d'introduire de nouvelles régulations pour contrôler le libéralisme mondial : taxation des capitaux pour stabiliser un nouveau système monétaire international bénéfique d'abord aux plus faibles, renforcement de l'ONU pour que les valeurs humanistes s'imposent à celles du racisme, de la force et de l'argent.

Deux conceptions de la paix enfin : la conception de Jacques Chirac, prêt à reprendre les essais nucléaires pour doter notre dissuasion nationale de nou-

# Les 100 premiers jo

# La République, c'est la fraternité

S'agissant de l'immigration, nous connaissons les leçons de l'Histoire. Génération après génération, des flux d'immigrés d'origines diverses, venus de tous les horizons de l'Europe et du bassin méditerranéen, ont voulu gagner la France. Parce qu'elle s'est affirmée terre des droits de l'homme où les victimes de la dictature, du racisme et de la misère, viennent chercher asile.

Génération après génération, grâce au creuset républicain, et d'abord à l'école de la République, ces immigrés, et surtout leurs enfants, se sont fondus dans la nation française. Et l'on sait tout ce qu'ils ont apporté à la France.

Aujourd'hui, cédant à toutes les passions sécuritaires attisées par l'extrême droite, voici que des lois toujours plus rigoureuses se succèdent. Qui ne voit que leur inspiration va à l'encontre de ce qui constitue le fondement de la politique républicaine, c'est-à-dire l'intégration des émigrés dans la communauté nationale? Je pense d'abord à ces enfants, nés ou grandis, dès le premier âge sur le sol de France. Comme les enfants français, leurs pareils, ils ne connaissent que la France et souvent que le français. Ils grandissent dans les mêmes cités, vont dans les mêmes écoles, sont imprégnés de la même culture et pratiquent les mêmes sports. Tout ce qui, à cet âge sensible, les distingue des autres les désigne comme différents. Tout ce qui aboutit à les mettre à part ne peut être ressenti par eux que comme un rejet, avec tout le ressentiment, sinon la révolte, qui peut en découler. Ainsi, exiger qu'ils demandent la nationalité française, par une déclaration expresse, à leur majorité, c'est les marquer tout au long de leur enfance comme des étrangers, alors qu'à cet âge où se forgent les sensibilités, tout devrait être mis en œuvre pour qu'ils se sentent Français, comme leurs camarades ou leurs proches. Car, la République, c'est la fraternité. Et la fraternité, dans la République, c'est refuser tout ce qui marque, même de façon indirecte, la mise à l'écart et la différence et symbolise l'exclusion.

**Robert Badinter**

# POUR UN PRÉSIDENT-CITOYEN

**«Le socialisme, c'est la démocratie jusqu'au bout.» Cette définition de Jaurès a un siècle mais demeure au cœur de l'aspiration des socialistes.**

Lionel Jospin propose d'«inventer les possibles» de la démocratie, il veut relever le défi de la «démocratie gouvernante», faire en sorte que les gouvernés soient aussi, dans toute la mesure du possible, des gouvernants.

Dès 1985, il écrivait dans *Le Monde*, à propos des institutions de la V[e] République : «Les respecter, oui ; les défendre, non ; les changer, si possible». Il est possible, avec lui, de réaliser un vrai changement, d'approfondir l'exigence de démocratie réclamée par les citoyens. Son adversaire n'est pas crédible. Cumulard lui-même, Jacques Chirac a voté contre la loi de 1985 limitant le cumul des mandats électifs ; parangon de vertu (?) pour la campagne présidentielle, il a voté contre la loi de janvier 1992 sur la prévention de la corruption limitant les dépenses électorales et clarifiant le financement des activités politiques.

Lionel Jospin fait des propositions concrètes, claires et réalistes sur les institutions, et s'engage à mettre en œuvre de nouvelles pratiques politiques.

Se proposant comme président-citoyen, il s'est engagé à réduire la durée du mandat présidentiel et à s'appliquer à lui-même la nouvelle règle. Ce faisant, le Président sera plus proche des citoyens et sa responsabilité politique plus engagée. Jacques Chirac refuse cette perspective.

Pour garantir une meilleure représentativité de l'Assemblée nationale, pour permettre aux courants minoritaires d'être présents dans les débats, et faire une meilleure place aux femmes, il propose une part de représentation proportionnelle. Jacques Chirac n'envisage rien d'autre que le maintien du déficit actuel de représentativité et donc de démocratie.

## Efficacité et transparence

Pour éviter la confusion entre l'intérêt général et l'intérêt local, pour que les députés soient à plein temps à leur tâche, Lionel Jospin fait une proposition courageuse et efficace : l'interdiction de cumuler le mandat de député avec une responsabilité exécutive dans une collectivité locale. Cette proposition répond à la raison car le travail de parlementaire, dans un Parlement réhabilité comme il le souhaite, ne pourrait plus être un temps partiel... Jacques Chirac ne peut qu'être contre ce qui remettrait en cause son propre système, fondé sur le cumul des mandats et des fonctions : député de Corrèze et maire de Paris ou Premier ministre et maire de Paris, c'est toujours plus.

La démocratie, c'est aussi le fonctionnement des institutions et un nouveau rapport au pouvoir. Une réelle concertation avec une plus grande délibération gouvernementale. C'est à la fois une transparence dans les projets et une effectivité dans l'action pour l'intérêt général. Un gouvernement plus resserré donc plus fonctionnel et efficace. Lionel Jospin propose d'associer gestion gouvernementale et intérêt général, efficacité et transparence. Jacques Chirac, l'exemple de la technocratie de palais, des conciliations politiques les plus extrêmes et toujours de droite, et de la représentation des intérêts des lobbies, en est l'antithèse et il ne peut que rester silencieux. Son discours sur la démocratie est inexistant, moins que du vent.

La démocratie, c'est aussi et surtout garantir la République pour les citoyens. Seul Lionel Jospin fait des propositions pour l'affirmation de la citoyenneté, c'est-à-dire le respect de chacun dans tous les aspects de sa vie et au quotidien. La démocratie a pour but de donner aux citoyens la maîtrise de leur devenir, de leur environnement mais aussi l'espoir du meilleur.

- Citoyenneté politique en démocratisant les institutions et en rapprochant les élus de leurs mandants.
- Citoyenneté sociale dans la cité avec la vie associative, à l'école, une sécurité respectant les principes républicains, et par des services publics au service du public.
- Citoyenneté économique par des emplois, une fiscalité plus juste, la lutte contre l'exclusion.
- Restauration de la citoyenneté républicaine mise en cause par la forfaiture des lois Pasqua : tout enfant né sur le territoire français est citoyen français.
- Citoyenneté européenne par le choix clair de l'Europe.

**Olivier Audeoud**

# ONDE

velles armes ; et celle de Lionel Jospin essayant de jouer d'abord la carte de la sécurité collective en donnant la priorité au renouvellement du Traité de non-prolifération et à la signature possible d'un traité d'interdiction des essais.

Mais, finalement, en décrivant ces deux conceptions du monde, ce sont simplement deux conceptions de la France et de son rôle que je décris : pensons-nous que notre pays est plus grand quand il défend avant tout des intérêts ou quand il se réclame en premier lieu des droits de l'Homme, quand il cultive d'abord l'égoïsme ou quand il se bat prioritairement pour la solidarité ?

Pour notre politique extérieure comme pour notre politique interne, au delà du choix entre deux hommes, là se trouve le choix fondamental du 7 mai.

**Gérard Fuchs**

## SAVOIR PLUS

### PRESSION SUR LES SALAIRES

D'après une étude du ministère du Travail, le nombre d'augmentations de salaire et leur ampleur ont progressé en février et mars. L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) estime, pour sa part, que la masse des salaires nets distribués devrait augmenter de 2,9% en francs constants en 1995 contre 1,5% en 1994. Mais cette prévision est susceptible d'être revue à la hausse «si continuent à se développer les mouvements revendicatifs».

### RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Lors de la deuxième rencontre syndicats/patronat, ce dernier a accepté d'aborder la question. Mais pour proposer aux syndicats un dispositif qui leur a semblé surréaliste : les salariés prêteraient une partie de leur salaire à l'entreprise, salaire qui ne serait récupéré qu'un an plus tard, sous la forme de congés !

### MENACES SUR LA REPRISE

La baisse du dollar, que le G7 n'a pu enrayer, entraîne un tassement des exportations européennes et des menaces pèsent sur la reprise. Le redémarrage semble compromis au Japon et le «Baromètre» de l'Expansion prévoit une baisse de régime de la production industrielle mondiale.

### BÉNÉFICIAIRES

Les bénéfices des vingt-cinq plus grands groupes français ont doublé en 1994. Les entreprises sortent financièrement renforcées de la récession : leurs objectifs de désendettement sont pratiquement atteints et les caisses sont pleines.

### QUI PAIERAIT ?

Le coût du contrat initiative-emploi que préconise Chirac est estimé, en année pleine, à une quinzaine de milliards de francs pour une baisse de cinquante mille demandeurs d'emploi. Pour financer cette mesure et quelques autres promesses électorales, il faudrait une augmentation de 1,5 point de la TVA par rapport aux 18,6 actuels.

### CHIRAC ET LES «NOUVEAUX EMPLOIS»

Hostile à la réduction du temps de travail, Chirac assure que l'économie a une dynamique propre et que «l'esprit d'entreprise» générera de nouveaux emplois, à l'exemple de ce qui s'est produit aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne depuis quelques années. Sans préciser quel type d'emplois et en se gardant d'évoquer l'émergence d'une classe de travailleurs pauvres, mal payés et socialement mal couverts.

# urs de Lionel Jospin

## COUP de CŒUR et de CROC

### L'AUTRE PEINTURE ESPAGNOLE

On croit communément qu'entre Goya et Picasso il n'y a pas eu de peinture espagnole. Or elle a foisonné en fin de siècle. Si vous passez par la place Stanislas, à Nancy, découvrez des Picasso conventionnels de 1904, mais aussi Joaquim Mir, un abstrait balbutiant avant la lettre (1903), et Ignacio Pinazo, qui colore sa "Sortie de Messe" comme une corrida (1890). Vous avez jusqu'au 27 juin pour voir ces quatre-vingt-dix œuvres inconnues en France.

*"Trente ans de peinture espagnole"*
*(Musée des Beaux-Arts. Place Stanislas. Nancy).*

### UN 8 MAI 45, LA HONTE

A Sétif, ce 8 mai 45, on fête la victoire par une grande manifestation pacifique et joyeuse où l'on remarque, pour la première fois, le drapeau algérien. Notre police tue le porte-drapeau. Protestations réprimées. L'insurrection se propage. Répression aveugle et génocidaire : 10 000 morts. Il y eut bien une commission d'enquête avortée, mais la loi d'amnistie de 1946 en a effacé les traces, sinon le souvenir. Le poète Kateb Yacine était présent et lycéen. Il sera interdit d'études et sa mère deviendra folle.
Pour la première fois, des documents sur ces massacres cachés
(sur Arte, mercredi 10 mai)
qui sont une honte pour la France et un crime contre l'humanité.

**J. V.**

### QUATRE PRÉSIDENTS ET L'AFRIQUE

Souvent controversée, la politique africaine de la France, sous les mandats successifs des présidents de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing et Mitterrand, est passée au crible dans un nouveau livre de Claude Wauthier. Intitulé "Quatre présidents et l'Afrique", l'ouvrage couvre les relations avec l'Afrique noire et avec le Maghreb, depuis la guerre d'Algérie à l'opération Turquoise au Rwanda.
L'auteur retrace d'abord les étapes de la décolonisation, marquée par la création de l'éphémère communauté franco-africaine et les accords d'Evian avec le FLN algérien. Il analyse ensuite les interventions militaires en Afrique -dont l'engagement français au Tchad depuis 1969 et le parachutage de la légion à Kolwezi, au Zaire, en 1978-, l'affaire des diamants offerts par l'empereur Bokassa à Valéry Giscard d'Estaing, les discours de François Mitterrand à Cancun et à La Baule, les écarts de langage de Jacques Chirac sur les immigrés et la loi Pasqua, etc. Les ventes d'armes aux pays africains -notamment de Mirage par de Gaulle à l'Afrique du Sud et par Pompidou à la Libye- et les relations économiques entre la France et le continent, ainsi que la politique de coopération, sont largement traitées par l'auteur.
La difficile coopération avec l'Algérie depuis l'apparition du mouvement intégriste et l'intervention française au Rwanda sont examinées dans les derniers chapitres. Sans indulgence, l'ouvrage remet en cause quelques idées reçues.
Ancien rédacteur en chef à l'AFP, Claude Wauthier, qui a longtemps été en poste en Afrique, a précédemment publié "les 50 Afriques", en collaboration avec Hervé Bourges.

*Edition du Seuil, collection "l'Histoire immédiate", 718 pages. 190 F.*

## A VOIR AUSSI

| | |
|---|---|
| Samedi 6 TF1-0h55 | "LA VICTOIRE EN COULEUR" de Daniel Costelle. Images inédites en couleurs de la Libération, dénichées par hasard et filmées par deux grands du cinéma : William Wyler (Ben Hur) et Stevens (Géant). |
| Dimanche 7 20h précise | "PRÉSIDENTIELLE". Quelques secondes d'émotion à ne pas rater : le portrait du Président façonné par l'ordinateur, apparaissant sur l'écran comme une photo dans le révélateur. |
| Lundi 8 Arte-19h<br>ou Fr. Culture 20h30 | A toutes les retransmissions empesées des chaînes pour le 8 mai, préférez sur... Arte, 19h, le spécial "HISTOIRE PARALLÈLE" de Ferro (avec Henry Kissinger) ...<br>ou la radio, émouvantes archives sonores (radio allemande, voix de Churchill, Cavana, Katarina von Bulow) dont le poignant n'est pas pollué par l'image. (Suite de lundi dernier). |
| Jeudi 11 Arte-20h40 à 23h40 | "DE QUOI J'ME MÊLE" de Daniel Leconte. Thème : À QUOI SERT LE PAPE ? Et de quoi se mêle-t-il, ce JPII superstar ? |
| Jeudi 11 FR3-20h55 | "ANGÈLE" de Pagnol, d'après Giono. Fernandel et Orane Demazis attendrissants. |

## Télé Média

# Marre de la bergère bidon !

Vous avez vu comme moi à la télé la gesticulation de Le Pen le 1er Mai, avec sa Jeanne d'Arc à cheval et ses skinheads-en-heaume-noyeurs de Marocain ? Le grotesque indécent était certes inhérent à l'image, mais il existait sur deux autres plans plus frivoles qui me hérissent aussi : la date et la personnalité de la Pucelle annexée par le FN.
D'abord, se disant catho, Le Pen devrait savoir que la fête religieuse de la dame est le 30 mai ; sa fête nationale, le premier dimanche suivant le 8 mai. Mais il l'a collée ce lundi, avec le muguet et la Fête du travail, c'est plus pratique... Fêtera-t-il Noël le 14 juillet ?
Quant à sa bergère de l'Opéra, une figurante sur son bourrin, elle était doublement bidon et c'est là que j'en viens. Cela fait 564 ans pour l'Histoire officielle, 75 ans pour la canonisation et 30 films qu'on nous bassine avec cette pucelle dont on sait aujourd'hui (1) qu'elle n'a jamais été ce qu'on a dit.
Les mythes, même inventés, font toujours de bons sujets médiatiques.
Or donc, si Jeanne a bien existé, le personnage n'a jamais été la petite bergère paysanne inculte de Domrémy, inondée par la voix de saint Michel afin de "bouter les Anglois" -et non les Arabes- hors de France... Si l'on vous disait qu'un archange a susurré à un petit vacher illettré de Corrèze qu'il fallait sauver le pays du socialisme (je dis n'importe quoi...), qu'il n'est besoin de passer par l'Ena, la voix de Dieu suffisant, que l'Eglise, le pape, l'Etat, la presse assurent que c'est la Vérité, vous diriez qu'on vous prend pour des billes ou qu'il y a une magouille politique...
C'est exactement le cas "Jeanne d'Arc". On a berné le peuple en 1407. Tous les recoupements le montrent : Jeanne était princesse royale, bâtarde d'Isabeau -la maman de Charles VII "mon cousin"- et du duc d'Orléans. C'est pour cela que, bien avant le siège d'Orléans, on la nommait déjà "Pucelle d'Orléans", qu'elle tenait bannière royale et qu'elle réclamait la libération des Anglais -incompréhensible pour une bergère lorraine- du doux poète Charles d'Orléans, son frère. Elevée clandestinement par la famille Arc, elle a été minutieusement préparée sur tous les plans, (militairement par Daudricourt) à son rôle futur, mystifiant le bon peuple friand de merveilleux. Elle fut l'objet d'une géniale manipulation politico-militaire destinée à légitimer Charles VII, jusqu'au lâchage tragique de celui-ci...
Tout devient limpide avec cette grille... Car lorsque surgit le surnaturel en Histoire, il faut chercher le "politique".
C'est pourquoi j'en ai marre de cette bergère bidon manipulée jadis dans un pays mystifié et, aujourd'hui, par un Le Pen, comme il aimerait le faire pour la France.

*(1) Si vous voulez détails et bibliographie, écrivez-nous.*

**Jean Vermorel**

**Peintre de la Nouvelle Figuration, ancien professeur à l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, après avoir tenté de mettre en rapports peinture et politique, Henri Cueco a retrouvé ses origines, la campagne et la nature. Une réflexion sur la démocratie, la gauche au pouvoir. Et quelques propositions.**

**Vous êtes un peintre figuratif. L'abstraction ne vous a pas tenté ?**

La peinture abstraite ne m'est pas étrangère, mais j'appartiens à une génération préoccupée par l'actualité et la vie sociale. Le monde de mon enfance est celui de la guerre, de la résistance, mais aussi celui du pouvoir transformateur des idées.
Une fois débarrassée de la contrainte de représenter, la peinture a déplacé son centre d'intérêt vers ses propres ressources formelles sans éviter toujours la stérilité du formalisme. Les artistes de la Nouvelle Figuration ont tenté de régénérer l'art contemporain en recherchant sa raison d'être dans la vie quotidienne. Je crois toujours, à l'exemple de Cézanne, que l'art ne peut se réarmer que par un nouveau regard sur la réalité visible. Etre moderne est pour moi, avant tout, être présent à son présent. J'ai souvent, même naïvement, tenté de revoir ce monde ordinaire et je n'ai pas esquivé le risque de la banalité. Je connais les pièges du trompe-l'œil ou des retours sur les formules répertoriées. Qu'importe, le risque est peut-être moins l'audace gratuite que l'humilité exigeante. J'ai peint des pommes de terre durant un an, en face-à-face, et j'ai été surpris par la ténacité à vivre de ce modeste tubercule et par mon obstination orgueilleuse à vouloir en témoigner. Comprenne qui pourra.

**Quel est le bilan de la gauche au pouvoir, pour l'art et la culture ?**

En 1981, le monde des arts était sinistré. Les arts plastiques ont bénéficié alors

## Cinéma "... à la campagne"

Lila (Judith Henri, révélée par "La Discrète") sort de Fleury-Mérogis et vient vivre chez sa sœur... à la campagne. Elle rencontre Benoît (Benoît Régent, cet acteur si attachant mort prématurément d'un accident cardiaque en octobre 1994), parisien venu vivre au village. Mais leur amour est voué à l'échec, liés qu'ils sont par leur passé. Surtout Lila, qui ne peut se livrer, sauf par lettres à son amie restée derrière les barreaux. L'amitié, l'amour, la campagne, la solitude aussi, voilà les thèmes chers à Manuel Poirier. Comme dans "La petite amie d'Antonio", cette histoire d'adolescente inadaptée et dépressive, son second film




se laisse porter au gré des humeurs de ses personnages. Et, comme Lila venait de la ville, elle y retourne.
Audacieux réalisateur, qui fait disparaître son héroïne au milieu du film ! Et qui en profite pour laisser revenir au premier plan la vie à la campagne et la vie des copains, Pablo, Emile et Gaston le brocanteur, souvent au bistrot, ou qui se paient une virée à la ville voisine pour trouver des compagnes d'une nuit. La description des petits riens de la nature, des chiens et autres animaux traités en véritables personnages, la chanson de CharlÉlie Couture, tout atteste que l'auteur filme, non sans humour, ce qu'il connaît et ce qu'il aime.
Comme son héros, Manuel Poirier, le réalisateur, a quitté Paris il y a quatre ans pour mieux respirer... à la campagne.

**C. P.**



# Henri Cueco : "notre société court vers une explosion sociale"

**Il n'y a plus, aujourd'hui, de projet révolutionnaire. Seul existe un projet démocratique. Mais n'est-il possible que pour les pays riches ?**

d'apport d'argent par le doublement du budget de la Culture. Le ministre Jack Lang s'est rapidement identifié aux artistes, se mettant d'emblée de leur côté.

C'est à partir de 1981 que la culture, trop souvent considérée comme un ornement de classe, est devenue un phénomène de civilisation. Aujourd'hui, on sait, bien sûr, qu'on ne viendra pas à bout du chômage par la culture, mais qu'on ne résoudra pas la crise actuelle sans elle.

Avec le temps, des effets pervers sont apparus sans que l'on se donne les moyens de les connaître et de les combattre. La dynamique d'origine s'est perdue et l'action de l'Etat a fini par s'aligner sur les seules lois du marché spéculatif, participant ainsi à une amplification des effets, souvent néfastes, de la mode relayée par les médias au service d'une inflation à haut risque.

**Comment voyez-vous la société d'aujourd'hui ?**

Il n'y a plus, aujourd'hui, de projet révolutionnaire. Seul existe un projet démocratique. Mais qu'en est-il de cette démocratie ? Est-elle d'essence humaniste, liée historiquement aux Lumières, aux luttes sociales, ou est-elle constitutivement liée à l'économie de marché ? N'est-elle possible que pour les nations riches, au détriment des pays pauvres ? Aujourd'hui, une entreprise moderne est faite de capital, d'une main-d'œuvre raréfiée et d'une part énorme de technologie. Cette part technologique, liée au savoir universel, appartient-elle au capital et ne doit-elle bénéficier qu'à lui seul ?

En produisant plus et mieux, avec moins d'acheteurs, tout en stimulant le désir d'acquérir, de consommer, notre société court vers une inévitable explosion sociale. Mon plus grand étonnement, c'est la passivité des gens. Peut-être cela est-il dû à l'absence d'une gauche dépossédée, pour un temps, de ses repères identitaires traditionnels.

**Que souhaiteriez-vous pour la culture si la gauche arrivait au pouvoir en 1995 ?**

Il existe dans les arts plastiques une crise sans précédent, qui est le fait de la crise économique redoublée d'une crise interne à l'art lui-même. Les artistes ont besoin d'une attention particulière, fine, dans une période difficile à traverser. Or on nous a transformés en petites entreprises assujetties à la TVA, on nous rançonne de tous côtés par des cotisations qui sont des provocations à la démobilisation sociale, des incitations au repli agressif ou désinvolte.

Ne pourrait-on pas observer ici des symptômes d'une société malade ? Bonne chance monsieur le futur ministre.

Que faire alors ? Que les institutions, pour un temps, observent leur propre terrain, celui pour lequel elles ont une mission. Que leurs agents cessent de ne penser qu'à se légitimer eux-mêmes à partir de critères établis en dehors d'eux. Leur seule mission n'est pas de faire carrière. Qu'ils prennent eux aussi le risque de re-voir le monde pour aider leurs artistes à survivre.

**Quel a été votre parcours ?**

Il s'est exprimé, dans les années soixante à quatre-vingt, dans ce qu'on a appelé la Figuration critique et politique. J'ai peint des foules en liesse ou agressives participant à des luttes dites de "libération". Puis j'ai été membre cofondateur de la "Coopérative des Malassis" qui a expérimenté, dix années durant, la pratique de groupe en peinture. J'ai peint ensuite des chiens de meutes parcourant des villes désertées par les hommes et le monde urbain, puis, en forme de repli, j'ai peint ou dessiné, durant dix ans, l'herbe devant mon atelier et, enfin, des pommes de terre et, de nouveau, des chiens agressifs, en meute, en troupe, et aussi des serpents.

**Justement, quand vous allez peindre dans la campagne, vous dites : "Ça ne fait pas des chefs-d'œuvre, mais ça fait du bon temps." Vous êtes un épicurien !**

Un homme malheureux vous culpabilise. Mais un homme heureux est toujours exemplaire si les moyens de son bonheur ne sont pas acquis au détriment des autres. Le domaine de l'art a ceci d'exceptionnel que le plaisir -si difficile à atteindre- de celui qui l'éprouve est une offrande à ceux qui savent le ressentir.

**Propos recueillis par Claude Polak**

*(1) Editeur : Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts. Paris 1991. 198 p., 120 F.*
*A paraître en mai : "Le collectionneur de collections", au Seuil. Et "Cueco", une monographie, aux Editions du Cercle d'Art.*
*Expositions : Abbaye Saint-Riquier, jusqu'en mai. Hénin-Beaumont-Liévin (juin). Bourges (juin-juillet). Orléans. Oletta (Corse, juillet et août).*

## le mot des lecteurs

### La loi Madelin...

*Il doit être possible d'imaginer un système qui puisse donner aux "gens à leur compte" une protection sociale assez proche de celle des salariés.*

*A titre d'exemple, il faudrait obtenir que le code du travail et les contrôles qui vont avec soient appliqués à ce genre de travailleurs. Obtenir que le donneur d'ordre (patron de fait) puisse être tenu pour responsable de certains faits (exemple : demander un transport dans un délai incompatible avec les règles de sécurité).*

*Il doit y avoir à faire en rentrant dans le jeu de certains et en les piégeant à leur propre système.*

*Et ce encore plus si notre candidat est élu le 7.*

J.-C. Drouet
13 - Marseille

### Humeur

*Quelle joie d'entendre à la TV le score très honorable de Lionel Jospin (notre score). Mais alors, quelle lourdeur d'entendre ces anticitoyens de droite jeter avec l'eau du bain les sondages et les sondeurs. Quelle surprise de voir à la télévision un Frédéric Mitterrand, qui se voulait -dans le passé- homme de culture et de courtoisie, devenir agressif, intolérant, incohérent et conformiste. Est-ce la révélation soudaine d'une certaine médiocrité ?*

*Et que dire d'un Madelin qui parle de nous en ces termes : «les petites gens sont désorientées» ? Petites gens, petites gens, avons-nous des têtes de petites gens ? Que c'est méprisant et révélateur d'une certaine idéologie...*

*Moi, je préfère les «gens de peu» de Sansot. Ou mieux encore, «citoyen».*

Jean-Philippe Liard
77 - Noisiel

### Les retraités avancent les fonds

*Une décision gouvernementale a englobé dans le régime général de la CNAV la caisse de retraite privée (CAMR) et a établi des modifications frustrantes pour les retraités : Dans la situation antérieure, le montant des pensions était viré le premier jour du trimestre (et même quelques jours avant, souvent).*

*Le 1er janvier 1994, les retraités furent avisés qu'ils seraient mensualisés, mais le 8 de chaque mois seulement.*

*Un deuxième avis, en février 1994, leur indiquait que la date du crédit serait le 11, ou le premier jour ouvré suivant le 11.*

*Or, depuis quelques temps, le délai s'allonge : ainsi, en février 1995, le montant de la retraite ne fut au compte bancaire que le 14.*

*En mars 1995, la situation empire, puisque le 14, aucune somme ne figurait encore sur le compte bancaire !*

*En revanche, les prélèvements, eux, arrivent avant le 14 ! Ce qui met les retraités de la CAMR dans de réels soucis de trésorerie (ainsi, il m'est signalé qu'un père devant régler une pension alimentaire craignait d'être appelé au tribunal).*

*Ainsi, les retraités, devenus «improductifs», sont censés subir les décrets sans avoir aucun "droit de réponse" ni possibilité de réagir... A moins qu'un nouveau gouvernement ne vienne bientôt rétablir la balance.*

Micheline Lesimple
75 - Paris

*Ohé les jeunes,*
*du Front popu !*
*Si vous êtes encore*
*de ce bas monde,*
*Et toujours*
*bien souvenant :*
*Votez !*
*Votez comme en 36*
*pour*
*Le Jospain*
*La paix,*
*La liberté.*

René David
92 - Boulogne-sur-Seine

### Contester ses amis

*Dans le numéro de Vendredi daté du 24 mars, vous avez fait paraître un article, "La longue conquête de la paix" du secrétaire national PS aux Relations internationales.*

*Vos lecteurs doivent être satisfaits, tout le monde est beau et gentil, sauf ces horribles extrémistes palestiniens. Une fois de plus, un responsable politique français "de gauche" adopte la version israélienne.*

*Aussi condamnables qu'ils soient, les attentats palestiniens pris comme prétexte pour retarder la reconnaissance de l'Etat palestinien servent les visées israéliennes. Il faut inverser cette logique et progresser dans les accords.*

*Que les autorités israéliennes se soucient de sécurité, c'est bien normal ; mais qui se soucie de la sécurité des Palestiniens ?*

*Le blocage de la situation est le fait d'Israël, même si certains ne veulent pas non plus la paix du côté palestinien.*

*Une pression internationale, comme pour l'Afrique du Sud, est une urgence pour la paix juste et non pour la capitulation de tout un peuple. Mais il faudrait avoir le courage de contester ses amis ; là est le problème du PS.*

Gérard Masure
29 - Brest

Bureau national du 3 mai 1995

# HOMMAGE À PIERRE BÉRÉGOVOY

Cher(e)s camarades,

Le 1er mai 1993, il y a deux ans, Pierre Bérégovoy nous quittait, victime de la rumeur, de la médisance et de l'acharnement. Je n'aime pas beaucoup le mot commémoration, pas plus que les hommages solennels. Je ne crois d'ailleurs pas que Pierre les aurait appréciés. L'affection des siens et la pureté de sa conscience suffisaient à récompenser ses mérites. C'est donc au souvenir d'un ami, d'un militant, d'un homme d'Etat au destin exceptionnel et disparu tragiquement en cette triste journée que je vous demande de songer aujourd'hui. C'est sa mémoire que je vous demande de saluer.

Simple, chaleureux, ouvert, courageux, homme de conviction, Pierre Bérégovoy, qui avait gagné ses galons, formé sa pensée, par la force de sa volonté, sur les bancs des écoles du mouvement ouvrier, avait su s'imposer par sa détermination tout en restant proche des Français. C'était un homme comme eux et pour cela ils le respectaient. Dans la discussion, nous n'étions pas toujours d'accord. Qu'importe, dans l'action, son enthousiasme emportait l'adhésion pour deux !

Homme d'Etat, homme de tous les combats pour la générosité et le progrès, il reste celui à qui la France doit d'avoir maintenu le cap dans une période très difficile, celui dont l'œuvre accomplie nous permet aujourd'hui de proposer au pays d'aborder une nouvelle phase de modernisation sociale.

Pour cela et pour bien d'autres choses encore, c'est à l'ami, c'est au militant, c'est à l'homme d'Etat qui restera pour chacun d'entre nous un modèle que je vous propose de rendre aujourd'hui, au nom de tous nos militants, un hommage en observant une minute de silence à l'ouverture de notre bureau national.

Ainsi prendra-t-il une fois encore sa place, toute sa place, parmi ses camarades socialistes dans cette instance où il siégea pendant tant d'années dans la fidélité parfaite, non pas seulement à un homme, François Mitterrand, qu'il accompagna dans l'opposition comme dans l'exercice du pouvoir, mais à des idées. Celles de la gauche. A cette pensée fraternelle que nous adressons à celui qui fut ici l'un des nôtres, je vous demande d'associer bien évidemment sa famille, ses proches et, notamment, son épouse, dont nous savons que le chagrin et la peine ne s'effacent pas.

Communiqué du 28 avril 1995

# Une autre politique pour l'emploi

Monsieur Giraud croit utile de se vanter d'une légère baisse des statistiques du chômage de mars, baisse inférieure à 10 000.

Une première précision : à ce rythme et en dépit d'une croissance en partie retrouvée, il faudrait plus de 25 ans pour résorber le chômage. En outre, le ministre du Travail serait bien avisé de rester modeste. En deux ans de gouvernement de droite, le nombre des chômeurs a progressé de 300 000, le chômage de longue durée de plus de 30 %, le chômage de longue durée des jeunes de plus de 25 %, le nombre d'allocataires du RMI de près de 35 %.

Quant au développement du travail précaire, directement lié à l'adoption de la loi quinquennale sur l'emploi, il devient la norme pour la majorité des emplois créés.

L'action de la droite, soutenue sans failles par Jacques Chirac depuis deux ans, est accablante. En la sanctionnant dès le premier tour, les Françaises et les Français l'ont clairement signifié.

Plus que jamais il nous faut une autre politique pour l'emploi, fondée sur la relance de l'activité et de la consommation, assise sur la réduction négociée et maîtrisée du temps de travail.

# Un président-citoyen Des citoyens acteurs

Le 7 mai, le choix offert aux Français oppose deux conceptions de la politique.

L'une, conservatrice bien que changeante et opportuniste, est incarnée par Jacques Chirac. L'autre, progressiste, porte le véritable changement en s'appuyant sur les valeurs de la gauche. Elle est incarnée par Lionel Jospin.

Mais la différence ne s'arrête pas là.

Avec Lionel Jospin, un nouveau rapport au pouvoir se profile, un président-citoyen respectueux des lois, du rôle attribué à chacune des institutions dans la société et, surtout, de la place que chaque citoyen doit avoir.

Au président-citoyen doivent correspondre des citoyens acteurs et non spectateurs, ou pire : téléspectateurs.

Le projet de Lionel Jospin, c'est de responsabiliser chacune et chacun d'entre nous. Un des moyens parmi d'autres est le rôle clé de la vie associative. Ecole de démocratie, moyen d'assumer la cohésion sociale, mais aussi la convivialité, facteur d'égalité des chances, la vie associative doit trouver un nouvel élan et se retrouver au cœur du projet de société.

Le moment est venu d'apporter un soutien massif à la vie associative. Parce que la vie associative est un moyen essentiel de créer le lien entre les habitants d'un quartier, d'un village ou d'une ville.

Parce qu'il est aujourd'hui un facteur important de la création d'emplois d'utilité sociale. En effet, la réponse aux demandes culturelles, sociales, sportives, éducatives, humanitaires ou environnementales passe par la forme associative.

Répondre aux besoins, créer des emplois et recréer le tissu social, cela est possible.

Il faudra donc qu'une grande loi-cadre fixe les objectifs et les moyens dans le prolongement et le respect de la loi de 1901. De la formation des animateurs à la fixation de contrats d'objectif, du développement des locaux à la reconnaissance du partenariat, c'est à une nouvelle étape de la pratique associative qu'il faut faire référence.

Si ce projet-là est mis en œuvre rapidement, nous verrons les énergies se mobiliser sur tout le territoire, les projets fleurir, les initiatives se développer. C'est la démocratie participative qui place l'homme ou la femme en responsabilité. C'est cela aussi le vrai changement qui pourra naître de l'élection de Lionel Jospin.

Jean-Pierre Bequet

Communiqué du bureau national du Parti socialiste

# CONTRE LA BANALISATION DES VIOLENCES RACISTES

Paris, le 3 mai 1995

Le lâche assassinat de Brahim Bouarram n'est pas la première des violences qui se sont produites dans le cadre de la campagne du Front national.

Il y a deux mois de cela, un jeune Marseillais avait déjà été tué par des colleurs d'affiches de ce mouvement.

Face à de tels agissements qui se déroulent à l'aube du XXIe siècle dans une des plus vieilles démocratie du monde, l'indignation, la protestation, l'exigence de justice s'imposent à tous. Mais par delà ce sentiment de révolte, ces événements posent à la société française un certain nombre de questions de fond.

En encourageant un état d'esprit favorable à l'exclusion, en désignant l'immigré comme responsable de tous les maux que traverse notre société, on laisse se développer dans notre pays une idéologie dont le Front national a fait son fonds de commerce et qui s'avère être dangereuse tout autant pour les libertés que pour la sécurité publique.

L'affirmation par un ministre RPR qu'il "partage les valeurs" de l'extrême droite, la présence à Bagatelle, au côté des autres leaders de la droite, du vicomte de Villiers qui a fait campagne sur les mêmes thèmes que J.-M. Le Pen, l'adoption des "lois Pasqua", tout aussi inhumaines qu'inefficaces dans la lutte nécessaire contre l'immigration clandestine, les déclarations du candidat des conservateurs sur "les odeurs des cages d'escaliers"... sont autant d'éléments qui participent de cette banalisation.

Face à cela, les socialistes opposent, avec Lionel Jospin, un autre projet : celui de la construction d'un grand modèle laïc d'intégration républicaine conforme aux traditions de la nation française.

Pour toutes ces raisons, parce que justice doit être rendue à un jeune homme assassiné de sang froid, parce que le racisme doit être combattu avec la plus grande vigueur, le Parti socialiste appelle au rassemblement de tous les militants de la liberté et des droits de l'Homme, à 17 heures le 3 mai 1995, au pont du Carrousel, où il sera représenté notamment par son premier secrétaire, Henri Emmanuelli.

# JACQUES CHIRAC, CANDIDAT DE L'AGRESSION SOCIALE

Au cours de la première partie de la campagne, Jacques Chirac a découvert la fracture sociale alors qu'il n'a cessé lui-même de contribuer à l'accroître par son action passée.

Le bilan de la droite, celui de la première comme de la deuxième cohabitation, est malheureusement éloquent. Et Jacques Chirac y a largement pris sa part ; d'abord en qualité de Premier ministre, de 1986 à 1988 ; ensuite en tant que leader du principal parti de la majorité parlementaire de 1993 à aujourd'hui.

Les dégâts accomplis au cours de ces quatre années s'avèrent assez spectaculaires.

Sur la période la plus récente, la ponction financière opérée d'emblée en avril 1993 sur les salariés et les assurés sociaux a représenté plus de 80 milliards sur un an : résultat, 300 000 chômeurs de plus, une baisse de la masse salariale globale de 18 milliards fin 1993, une dégradation des comptes sociaux de l'ordre de 55 milliards par an, une aggravation du déficit budgétaire de plus de 300 milliards annuels, une explosion de la dette publique cumulée, passant, en deux ans, de moins de 2 000 à plus de 3 000 milliards.

En outre, fin 1994, le déficit public annuel s'élève à 442 milliards, soit 6 % du PIB. D'ailleurs, la privatisation systématique, et dangereuse pour notre économie, de grands groupes bancaires et industriels n'a même pas permis d'éviter la sortie de route au plan financier.

## La retraite mise à mal

Mais la majorité de droite ne s'est pas arrêtée à ces incartades. Sous le gouvernement Balladur, la retraite à 60 ans a été directement mise en cause par la progression du nombre d'annuités requises de 37,5 à 40 pour l'accès à une retraite à taux plein. La droite n'a pas hésité ainsi à rogner l'un des acquis de la gauche, à s'attaquer à l'une des conquêtes les plus précieuses pour les retraités et les salariés les plus modestes. D'autant qu'elle a également décidé la réduction à terme du niveau des pensions par l'augmentation progressive du nombre d'années de référence pour leur mode de calcul. Toujours pendant la même période, le nombre de chômeurs de longue durée passait de 900 000 à plus de 1 200 000, tandis que celui des jeunes chômeurs de plus d'un an progressait de plus de 25 %.

A ces chiffres, il convient d'ajouter l'évolution fulgurante du travail précaire -à titre d'exemple, celui-ci représente plus de 50 % des emplois créés en 1994- sous l'effet direct de la loi quinquennale, votée comme un seul homme par les groupes parlementaires UDF et RPR, dispositif qui constitue également une grave mise en cause du droit des salariés dans l'entreprise. La précarité ouvre la porte àe l'exclusion. Voilà le résultat de la gestion des deux amis de trente ans. Voilà leur véritable échec.

## Précarité et sélection

Enfin, l'épisode du Smic jeunes, cette tentative qui visait à sous-rémunérer les nouveaux diplômés à 30 ou 50 % du Smic, est resté gravé dans les mémoires. Il a révèlé au pays la conception profonde de la droite, fondée sur la déflation salariale et le mépris de la jeunesse.

Ce bilan s'inscrit, il est vrai, dans la logique de celui dressé au terme de la première cohabitation, de 1986 à 1988, durant laquelle Jacques Chirac a occupé le fauteuil de Premier ministre.

A l'initiative du très "social" Philippe Séguin, notre nouveau pourfendeur zélé de la fracture sociale imposait la réduction des remboursements de certains médicaments préconisait le développement des petits boulots incertains et mal payés, pour tenter de dégonfler artificiellement les chiffres du chômage.

Il promettait péremptoirement la création de 400 000 emplois, jamais recensés depuis lors, pour justifier l'abrogation de l'autorisation administrative de licenciement.

Au nom de la justice sociale, il supprimait l'impôt sur les grandes fortunes et tentait d'imposer la sélection à l'entrée de l'Université ; toujours cette défiance persistante, et tournant à l'obsession, à l'endroit de la jeunesse.

Lorsque l'on dispose d'un bilan social aussi négatif, on serait presque autorisé à se présenter à une élection sous un pseudonyme, pour reprendre la formule de Guy Bedos. Dans le domaine de la justice sociale, deux fois deux ans de gestion chiraquienne, ce sont quatre ans de trop.

La nécessaire rupture avec le chiraquisme reste plus que jamais à l'ordre du jour

**Michel Debout**
**Secrétaire national**
**aux Affaires sociales**



# STAGES D'ETE • LA ROCHELLE

## 7 au 11 juillet 1995

*Comme les années passées, nous nous retrouverons à La Rochelle pour nos traditionnels stages de formation.*
*Les thèmes choisis reflètent les grands problèmes qui se posent à nous à l'aube du XXI siècle :*

1 ❒ L'action politique en démocratie médiatique.
2 ❒ International : problèmes de la paix et du développement.
3 ❒ Les droites en France.
4 ❒ Problèmes de société : sécurité, drogue, sida.

• Le prix d'inscription, fixé à 1 200 F, comprend la prise en charge de 3 déjeuners, 2 dîners ainsi que les petits déjeuners. Deux dîners sont libres, ceux du samedi et du dimanche soir.

• L'hébergement est prévu à l'ARPAE. Prix par nuit : 140 F en studio, 150 F en studio double, 170 F en duplex (2 couchages), 190 F en appartement (2 couchages). Les logements à 2 couchages peuvent être partagés avec un(e) autre stagiaire de votre choix.
Cuisine possible dans tous les logements mais pas de vaisselle fournie.

• La date limite d'inscription est fixée au 25 juin 1995.
Aucune annulation ne sera prise en compte après cette date.

• A ces moments de réflexion pourront s'intercaler des moments de détente puisque le Festival international du cinéma se déroulera au même moment. Inscrivez-vous vite ...

**Henri Weber**
**Secrétaire national à la Formation**

**L'université d'été 1995 se déroulera également à La Rochelle du jeudi 31 août au dimanche 3 septembre 1995. Retenez dès maintenant vos dates...**

✂----------

**INSCRIPTION À RETOURNER AVANT LE 25 JUIN 1995**
Parti socialiste - Département Fédération-Formation -10, rue de Solférino - 75700 PARIS -
Renseignements : 45 56 77 34 - Fax : 45 56 79 60

Nom.....Prénom ..... Adresse .....

.....

Stage choisi : 1 ❒ 2 ❒ 3 ❒ 4 ❒

Ci-joint chèque d'inscription : 1 200 F à l'ordre du PS + Chèque d'hébergement à l'ordre de l'ARPAE
soit : • en studio simple 4 nuits = 560 F • en duplex 4 nuits = 680 F */2
• en studio double 4 nuits = 600 F */2 • en appartement 4 nuits = 760 F */2
(*/2 si le logement est partagé avec un autre stagiaire)

# LA BOUTIQUE DE Vendredi




## FRANÇOIS MITTERRAND
## LE POUVOIR DU TEMPS
## LE TEMPS DU POUVOIR

**DEUX VIDEOS en deux récits, l'histoire la plus singulière d'un homme politique au XX^e siècle.**
**LE POUVOIR DU TEMPS (1916- 1981) retrace la longue marche d'un homme obstiné, stimulé par les épreuves, décidé à sortir la gauche de son ghetto idéologique.**
**LE TEMPS DU POUVOIR (1981-1991) raconte ses dix années de présidence. Les réformes, la rigueur, la modernisation, la cohabitation, la France unie, l'Europe ouverte, la guerre du Golfe en sont les principaux chapitres.**

**Les deux récits combinent les documents d'archives inédits, les témoignages des amis et adversaires, les tournages exclusifs : à l'Elysée, en famille, sur sa terre natale...**

***Vous découvrirez un autre François Mitterrand, plus proche et, peut-être, encore plus mystérieux.***

**Durée de chaque cassette vidéo : 55 mn environ.**
**prix 199 F**
**ref VE 11**

## L'ALBUM SOUVENIR

***"De ces pages sourd la chaleur des souvenirs de lutte. Mes pensées vont à ceux qui la continuent."***

**François Mitterrand**



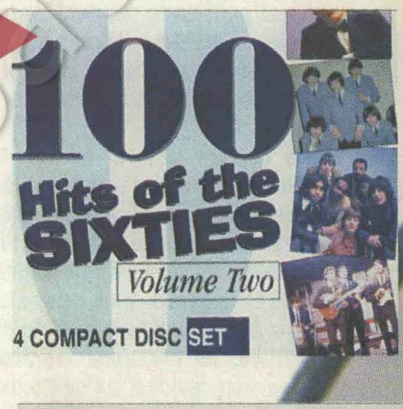

**128 pages, 200 photos.**
**Prix 120 F TTC**
**ref BV 12**

## 100 HITS DES ANNÉES 50

***Que de noms mythiques sont réunis dans ce superbe coffret, sûrement un grand classique :***

Les Platters, Fats Domingo, Frankie Avalon, Bill Haley, Jack Scott, Lloyd Price, Dave Corten, Little Richard, The Ink Spots, Gene Chandler, Brook Benton, The Diamonds, etc.

**ref BV 13**

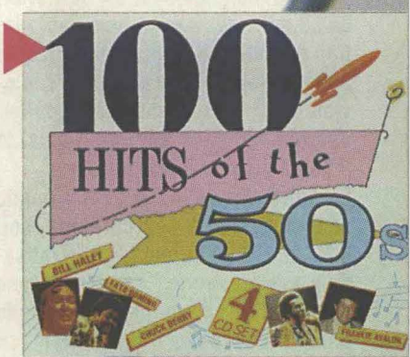



## 100 HITS DES SIXTIES

*Pour toutes les générations !*

The Foundations, Georgie Fame, Petula Clark, Billy Polly Brown, Herman's Hermits Davies, Lonnie Donnegan, Brian Poole, Wayne Fontana, Dave Berry, The Fortunes, The Equals, Acker Bilk, Marmalade, The Zombies...

**ref BV 14**




| Désignation des articles | Qtés | | Prix unitaire | | | Prix total | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Exemple : ref VE 6 | 0 | 1 | 1 | 4 | 9 F | 1 | 4 | 9 F | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| Participation aux frais d'emballage et d'expédition | | | | | | | | 28 F 50 | |
| **Total** | | | | | | | | | |

## NOTRE CONTRAT CONFIANCE

**LIVRAISON RAPIDE :**
votre commande est traitée le jour même de sa réception. Vous la recevrez 8 jours après, dans la plupart des cas. Dans la limite des stocks disponibles.

**SATISFAIT OU REMBOURSÉ :**
Si pour quelque raison que ce soit l'article ne répondait pas à votre attente, nous vous prions de bien vouloir nous le retourner dans son emballage d'origine dans les 15 jours qui suivent sa réception. Vous serez remboursé en totalité, nous en prenons l'engagement formel.

**QUALITÉ GARANTIE :**
C'est le premier critère que *Vendredi* prend en compte lors de sa sélection. Tous nos articles sont garantis au minimum 6 mois et bénéficient de la garantie de notre service après vente.

**BON DE COMMANDE**
**à retourner sous enveloppe affranchie avec votre règlement à :**

**La Boutique de Vendredi,**
**10, rue de Solferino**
**75333 Paris cedex 07**

**Mode de règlement choisi** (merci d'écrire en lettre "bâtons")

☐ Par chèque bancaire ou postal **(chèque à l'ordre de CYBELLE)** ☐ **Carte bleue** _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

**NOM :** **PRÉNOM :** Expire fin _ _ _ _

**ADRESSE COMPLÈTE** (indispensable pour livraison) Signature

**VILLE :** **Code postal :** **Tél. : (Facultatif)**

Important : une facture acquittée sera jointe à votre colis.

LBDVO8

Collection Jean Vilain

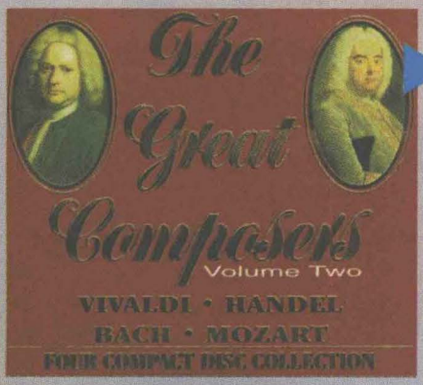
**LES TROIS TENORS**
**JOSE CARRERAS,**
**LUCIANO PAVAROTTI,**
**PLACIDO DOMINGO**
***Un prestigieux coffret à savourer égoïstement ou à offrir tout simplement***
**48 chefs-d'œuvre**
**ref BV 5**



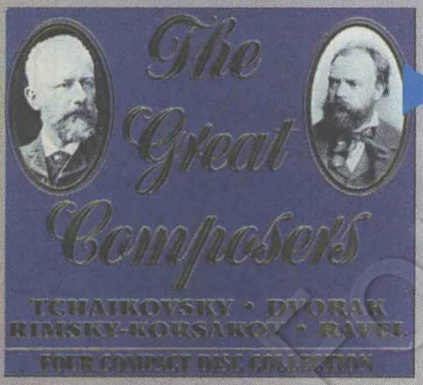




**THE BIG BAND SELECTION**
***Les grands du jazz réunis pour vous dans cet excellent coffret !***
**80 classiques :**
In the mood, de Glenn Miller, Love me or leave me, par les Brown, Pretty Woman, par Duke Ellington, Frenesi, par Artie Shaw, C'est si bon, de Louis Armstrong...
**ref BV 2**



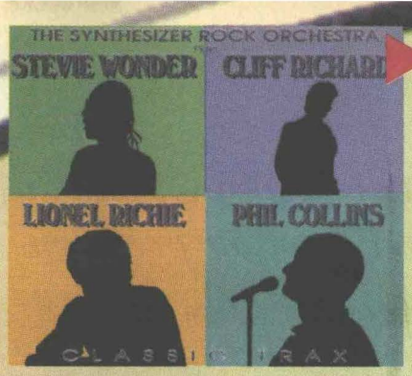

***Des enregistrements de grande qualité !***
**LES GRANDS COMPOSITEURS** (VOL 1)
Tchaikovsky, Ravel, dont le Bolero, Rimsky-Korsakov : Sheherezade, Dvorak : La symphonie du Nouveau Monde, Danses slaves...
**23 extraits** **ref BV 3**




**LES GRANDS COMPOSITEURS** (VOL 2)
Vivaldi : les Quatre Saisons
Bach : Concerto italien
Handel : Water Music
Mozart : le Mariage de Figaro
**48 musiques** **ref BV 4**

***4 H 30 de musiques pour vous transporter dans les plus hautes sphères.***
**ATMOSPHERIC SPECTACULAR SYNTHESIZER**
**Morricone, Vangelis**
• The tao of love • China • Hymne • Rotations logic • l'opéra sauvage
**Walden, Jarre**
• Equinox • Oxygen • Mammagamma • Magnetic fields
**Nova, Hammer, Zimmer**
• Thème pour Rainman • Orchestral manœuvres in the dark
**Hutter, Schmit**
• musique du tour de France

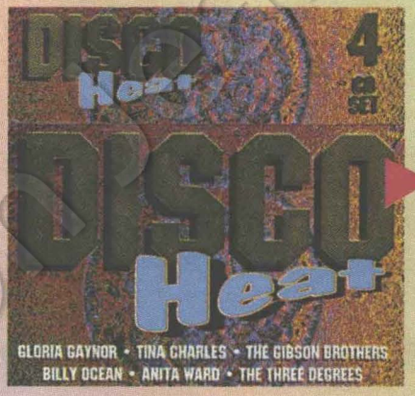



**THE SYNTHESIZER ROCK ORCHESTRA**
(COFFRET 1)
**Stevie Wonder :** I just called to say I love you • You are the sunshine of my life • Isn't she lovely.
**Lionel Richie :** Say you, say me • All night long
**Phil Collins :** One more night • Take me home • Do you remember.
**Cliff Richard :** Carrie • A little in love.
**ref BV 6**




**THE SYNTHESIZER ROCK ORCHESTRA**
(COFFRET 2)
**The Beatles :** All you need is love • Hard days night • Hey jude • Let it be • Love me do • Yesterday.
**Queen :** I want to break free • We are the champions....
**Abba :** Thank you for the music • Money money money
**Elton John :** Song for a guy • Nikita • Blue eyes.
**ref BV 7**




***Idéal pour mettre une bonne ambiance !***
**DISCO HEAT**
**80 tubes** par les grands du disco dont Miquel Brown, les Gibson Brothers, The Tymes, Andrea True, Gloria Gaynor, Barbara Pennington, David Christie...
**ref BV 1**




**Pour l'achat de deux coffrets, "La Boutique de Vendredi" vous offre le disque «Dancing classics»**

# 149 F seulement

## LE COFFRET DE 4 DISQUES CD

*En plaçant Lionel Jospin en tête du premier tour de l'élection présidentielle, les Français ont marqué leur volonté d'un vrai changement : aujourd'hui le choix est clair entre deux conceptions de la politique, entre conservatisme déguisé et volonté de progrès, entre deux projets pour la France.*



# POUR GAGNER LE 7 MAI RASSEMBLONS !

**Le choix est désormais simple**

**Le candidat du progrès contre celui du conservatisme**
**Le candidat du mouvement contre celui de l'immobilisme**
**Le candidat de la justice sociale contre celui des privilèges**
**Le candidat de la générosité contre celui des égoïsmes**
**Le candidat du courage et de la rigueur contre celui de la démagogie et de l'instabilité**

# LIONEL JOSPIN le président du vrai changement

**Nom :** ..... **Prénom :** ..... **Adresse :** .....

.....

❒ **Je désire prendre contact avec la fédération socialiste de mon département.**

❒ **Je souhaite faire partie du comité de soutien à la candidature de Lionel JOSPIN**

❒ **Je souhaite aider le Parti socialiste, je verse la somme de** ..... **francs. (Chèque à l'ordre de l'AFPS).**

**A renvoyer au : PARTI SOCIALISTE, 10, rue de Solferino, 75333 PARIS CEDEX 07.**

Selon les dispositions de la loi du 19 janvier 1995, ces sommes sont déductibles des impôts. Une attestation fiscale vous sera adressée.

Découpez - photocopiez - distribuez - Découpez - photocopiez - distribuez - Découpez - photocopiez - distribuez

collection Jean-Jaurès